

AVEC UN TAUX
DE 94,65% DE
VOIX OBTENUES

Abdelmadjid Tebboune réélu

*Le candidat indépendant
Abdelmadjid Tebboune a
remporté l'élection
présidentielle anticipée du 7
septembre avec un large score,
en obtenant 94,65% des voix
exprimées au nombre
de 5 630 196. P 16*



ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts et 168 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 168 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Par ailleurs et suite aux dernières intempéries, les éléments de la Protection civile dans les wilayas de Béchar, Tamanrasset, Beni Abbes, Chlef, Naama, El Bayadh, Timimoune, Saida, Ghardaïa, Illizi, Tindouf et Tiaret, ont effectué des opérations de sauvetage de plusieurs personnes, l'épuisement et le pompage d'eaux pluviales à travers des habitations et des édifices publics et privés. Dans la wilaya de Tamanrasset, le corps d'une personne sans vie a été repêché d'un véhicule emporté par les eaux d'Oued Touffe. Une fille âgée de 11 ans est également décédée emportée par les eaux d'oued Tihaouhat dans la commune de Bordj Omar Idriss, wilaya d'Illizi. Suite à ces perturbations climatiques enregistrées ces derniers jours et compte tenu des interventions effectuées par ses unités, la Protection Civile appelle tous les citoyens à redoubler de vigilance et à faire preuve de prudence et met à leur disposition les numéros 1021 ou 14 en cas d'incidents à signaler.

ALGÉRIE-EGYPTE

Pour une coopération énergétique renforcée

L'Égypte, à travers son ambassadeur en Algérie, Mokhtar Gamil Tawfik Warida, a salué le soutien de l'Algérie à la candidature de l'ingénieur Khaled Abou Bakr pour la présidence de l'Union internationale du gaz (IGU). Cette reconnaissance a été exprimée le 5 septembre lors d'une rencontre entre l'ambassadeur égyptien et Rachid Hachichi, Pdg de Sonatrach, comme l'a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères égyptien. En parallèle, les deux parties ont discuté des moyens de renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, y compris les énergies renouvelables.

Par Mourad A.

L'objectif fondamental de cette rencontre était de tracer les contours d'une coopération renforcée entre l'Égypte et l'Algérie. Les discussions ont couvert non seulement les secteurs traditionnels du pétrole et du gaz naturel, mais également les énergies renouvelables, un domaine en pleine expansion et de plus en plus central dans les stratégies énergétiques mondiales. Les deux pays cherchent à diversifier leurs sources d'énergie et à promouvoir des solutions durables pour répondre aux défis énergétiques futurs. Cette approche est d'autant plus pertinente dans le contexte actuel où la transition énergétique est devenue une priorité mondiale. Les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant aux progrès réalisés dans leurs accords de coopération antérieurs, soulignant

que ces avancées ont jeté des bases solides pour de futures initiatives. Elles ont convenu de la nécessité de dynamiser et d'élargir davantage leur partenariat, en mettant l'accent sur le renforcement des investissements communs. Cette dynamique vise à créer de nouvelles opportunités économiques et à exploiter pleinement les compétences et capacités exceptionnelles que chacun des deux pays peut offrir. Rachid Hachichi a souligné la qualité des relations entre Sonatrach et plusieurs entreprises égyptiennes, reconnaissant la réussite des collaborations passées et ouvrant la voie à une intensification de cette coopération. La volonté d'accroître ces relations répond aux besoins croissants en énergie et aux opportunités offertes par les marchés internationaux. Parallèlement, l'ambassadeur Warida a exprimé sa gratitude envers l'Algérie pour son soutien à la candidature de Khaled Abou Bakr, ce soutien

étant perçu comme un symbole puissant de solidarité entre les deux nations. Il reflète non seulement l'alignement stratégique des deux pays dans le domaine énergétique, mais aussi leur engagement envers des initiatives internationales pouvant façonner l'avenir de l'industrie gazière mondiale. Cette rencontre entre l'ambassadeur égyptien et le PDG de Sonatrach marque une étape significative dans le renforcement des liens économiques et énergétiques entre les deux pays. Elle démontre une volonté claire de collaborer étroitement pour atteindre des objectifs communs, tout en soutenant des initiatives internationales d'envergure. Ce dialogue ouvre la voie à de nouvelles opportunités et à une coopération renforcée, essentielles pour relever les défis énergétiques futurs et promouvoir un développement durable dans la région.

IL A OBTENU L'ACCRÉDITATION À LA NORME ISO 17025

Le laboratoire d'expérimentation solaire accrédité par Algerac

Par S R.

Le laboratoire d'expérimentation solaire dédié à la qualité et à l'efficacité des capteurs solaires thermiques du Centre pour le Développement des Energies Renouvelables (CDER) a obtenu l'accréditation à la norme ISO 17025 version 2017. C'est l'Autorité Algérienne d'accréditation Algerac qui lui a attribuée ce

certificat d'accréditation. « Algerac, reconnu par décret n° 05-466 du 06 décembre 2005, est signataire de l'accord multilatéral de l'EA pour l'accréditation pour les activités objet du présent certificat, atteste que : centre de développement des énergies renouvelables EPST CDER est accrédité selon la norme ISO et les règles d'application d'Algerac pour les activités d'essais suivantes : éner-

gie solaire », lit-on dans le certificat d'accréditation qui a une durée de validité jusqu'à 21 septembre 2027. Dans un communiqué posté en ligne par CDER, il a indiqué que cette réalisation est unique et la première en Afrique. Elle permettra au centre de réaliser divers tests liés à la qualité et à l'efficacité du chauffe-eau solaire selon la norme internationale

ISO9806 : 2017. Ainsi, cette certification reflète «notre engagement envers l'excellence et le respect des normes internationales les plus élevées en matière d'efficacité énergétique et la veille des chercheurs sur la réussite et le succès de différents programmes nationaux liés aux énergies renouvelables et à la protection de l'environnement.

AIN DEFLA

Raccordement en cours de plus de 1.500 foyers au réseau de gaz naturel

Plusieurs projets sont en cours de réalisation pour raccorder plus de 1.500 foyers à travers la wilaya d'Ain Defla au réseau de gaz naturel, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'énergie et des mines. Inscrites au titre d'un programme de développement, ces opérations ont été prises en charge dans le cadre du budget de la wilaya pour un montant de plus de 212 millions DA, a indiqué à

l'APS le chef de service de l'électricité et du gaz, à la même direction, Farid Belayeb. Les localités concernées par ce programme de raccordement sont Sidi M'hamed Ben Ahmed dans la commune de Belâas, Feghailia à Ain Defla, El Ouata à Bordj Emir Khaled, Sidi Djelloul à Djendel et la localité d'Adjailia à Ain Bouyahia, a ajouté M. Belayeb. Le même responsable a déclaré que 4 autres localités au niveau des com-

munes de d'Arib, Ain Bouyahia et El Amra ont bénéficié ces deux dernières années d'opérations similaires dans le cadre du programme complémentaire sectoriel. 800 millions de DA ont financé le raccordement de plus de 1.472 foyers au réseau de gaz naturel. Par ailleurs, 10 opérations ont été inscrites dans le cadre du programme des zones d'ombre pour acheminer le gaz naturel à 3.652 foyers pour une enveloppe fi-

nancière de 300 millions DA, a-t-il ajouté. M. Belayeb a indiqué que sur ces 10 opérations, 9 ont déjà été réalisées, permettant le raccordement de 1.995 foyers, tandis que la mise en service du reste du programme est prévue pour le mois de juillet de l'année prochaine. Le même responsable a noté que le taux de raccordement au réseau du gaz naturel au niveau de la wilaya est estimé à 72,48 %.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

ACHATS DES FOURNITURES SCOLAIRES ET VÊTEMENTS

Les parents en quête de «bons» plans

À l'approche de la rentrée scolaire, équiper correctement ses enfants à la rentrée coûte cher. Entre l'achat des fournitures scolaires et les vêtements, il faut déboursier un budget conséquent. Heureusement, de multiples bons plans permettent de limiter l'addition, c'est du moins ce qu'espèrent de nombreux parents, et ils seront, sans nul doute, très nombreux à arpenter les rayons des librairies, les commerces dédiés à la vente d'articles scolaires et notamment les petits marchés informels qui pullulent dans les quartiers populaires durant cette période de l'année, à la quête d'affaires scolaires à des prix abordables.

Par Réda Hadi

Et puisque la date officielle de la rentrée des classes 2024/2025 est désormais fixée pour le dimanche 22 septembre prochain, certains parents ont déjà commencé à faire leurs stocks de fournitures scolaires, sachant que ce rendez-vous s'annonce difficile en raison de la hausse des prix, malgré une légère baisse par rapport à l'année dernière. En tout cas les parents sont unanimes à partager cet avis. Lors d'une tournée faite au niveau des marchés et des boutiques de la capitale des parents d'élèves ont en effet estimé que les prix affichés à titre d'exemple sur des articles, tels que les blouses, les cartables, et les différents articles solaires sont trop élevés. Une situation qui peut compliquer la prochaine rentrée aux parents qui ont surtout plusieurs enfants scolarisés. Une maman d'une fille scolarisée dans le secondaire, nous fait savoir consacrer un budget de 7 000 dinars pour les fournitures de sa fille, soulignant avoir constaté que les prix étaient plus élevés comparés à l'année dernière. Ahmed, un père de trois enfants scolarisés, n'a pas caché ses appréhensions à ce sujet. Il dira que pour seulement un seul cartable et une seule blouse, il a dépensé 4 000 DA, soulignant qu'il lui reste encore toute une liste de cahiers et de livres à acheter. «Je touche un salaire de 50 000 DA par mois,

et cette période de rentrée s'annonce très difficile pour moi avec des prix pareils», affirme-t-il. Il est important de signaler, que lors de cette tournée, nous avons constaté un manque dans la disponibilité des affaires scolaires par rapport à la même période de l'année dernière. Les prix ont d'ores et déjà augmenté, et ce dans les marchés à moindre cout. On citera entre autres celui appliqué pour les cartables et qui se situe entre 2000 DA à 3500 DA. Le prix moyen d'une trousse varie entre 200 da et 600 da, les stylos, entre 30 jusqu'à 180 DA, les crayons de couleurs entre 150 et 250 DA. Le tarif d'un cahier de 48 pages et affiché à 50 DA, celui de 96 pages à 100 DA alors que le cahier de 120 DA pages est cédé à 140 DA. Un cahier de 64 pages coûte 70 DA, un registre de deux mains et à 350 DA, trois mains à 500 DA et les quatre mains à 650 DA. Les ardoises sont entre 350 DA et 600 DA, et les règles entre 30 DA à 100 DA. Ailleurs, les librairies affichent des prix des fournitures scolaires beaucoup plus chers. Les cahiers coûtent plus cher que l'année passée. Une trousse coûte entre 900 et 2500 DA, alors que le prix des cartables varie entre 3 500 et 16 000 DA. Les papiers et les cahiers subissent la plus forte hausse. Il faut compter en moyenne 10 à 15 % d'augmentation pour les cahiers. Tous les crayons et les stylos sont chers avec des coûts supérieurs par

rapport à l'année dernière.

Les foires pour soulager les parents

Si certains parents peuvent se permettre des articles scolaires à des prix exorbitants, d'autres si ce n'est la majorité, sont à la quête d'offres et d'occasions qui puissent soulager leurs bourses. Et parmi les alternatives qui s'offrent aux parents aux moyens revenus, l'on cite les foires et expositions, organisées à chaque période de rentrée des classes. D'ailleurs, pour réaliser de bons plans en cette période l'Apoce (l'Association de protection du consommateur)émet des idées et de «bons plans» d'achat de fournitures scolaires pour éviter aux familles de se ruiner. Il faut souligner que des campagnes de solidarité envers les familles démunies sont par ailleurs menées. Plusieurs communes et associations caritatives ont annoncé qu'elles fourniraient gratuitement des trousseaux scolaires à tous les élèves du cycle primaire issus de familles démunies. De son côté, le ministère de l'Education nationale a publié la liste officielle des fournitures scolaires des trois cycles de l'enseignement pour l'année 2024/2025 dans le but de permettre aux parents de «rationaliser les achats de fournitures scolaires et de mettre en œuvre des mesures visant à alléger le poids des cartables».

INTEMPÉRIES

Des renforts de la Protection civile en route vers Bechar

Des renforts en moyens humains et logistiques de la Protection civile (PC), dont des équipes de plongeurs, sont en route vers la wilaya de Bechar pour contribuer aux opérations de secours et d'intervention suite aux inondations ayant affecté la région, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de wilaya de la PC. Ces renforts, issus des wilayas d'Oran, Ain-Temouchent, Mascara, Chlef, Relizane, Tlemcen et Ghardaïa, vont contribuer aux opérations de secours et d'intervention dans la wilaya, confrontée à des pluies torrentielles et inondations depuis samedi après midi, a indiqué le chargé de la communication à la direction de wilaya de la PC, le sous-lieutenant Abou Bakr Baali. Depuis le début des chutes de pluies torrentielles sur la région, les services de la PC ont effectué de nombreuses opérations de secours et d'intervention, notamment pour évacuer des personnes encerclées par les eaux de crue d'oueds, a-t-il ajouté. La crue de Oued Bechar, qui traverse en long la ville éponyme, a causé la destruction partielle de l'un des quatre ponts enjambant le cours d'eau, tandis que les trois autres ont été submergés par les eaux de crue, rendant impossible la circulation des personnes et des véhicules entre les parties Est et Ouest de la ville, a-t-on constaté. Une dizaine d'oueds et autres cours sont en crue dans plusieurs communes de la wilaya, perturbant le trafic routier sur plusieurs tronçons de RN-6 et RN-110 et dans d'autres routes de wilayas, selon les services de la wilaya.

AVEC UN VOLUME DE 300,76 MILLIONS DE DOLLARS D'ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'Algérie et Bahreïn visent à renforcer leurs relations commerciales

Par Mourad A.

Les relations économiques entre l'Algérie et Bahreïn ont connu une évolution notable ces dernières années, atteignant un volume d'échanges commerciaux de 300,76 millions de dollars en 2023. Ce chiffre reflète la solidité des relations bilatérales entre les deux nations. D'après l'ambassadeur algérien à Bahreïn, Dr. Mahmoud Brahem, qui s'est exprimé lors d'une interview accordée au journal bahreïni « El Watan », les exportations bahreïniennes vers l'Algérie représentent 299,4 millions de dollars, tandis que les exportations algériennes vers Bahreïn s'élèvent à 1,36 million de dollars. Ces chiffres illustrent la dynamique positive des relations économiques entre les deux pays, avec des perspectives prometteuses pour l'avenir. Les exportations algériennes vers Bahreïn sont principalement composées de produits tels que les dattes, les vêtements, les boissons et les matériaux de construction. En contrepartie, l'Algérie

importe des matières premières comme le fer et l'aluminium, ainsi que des produits manufacturés sophistiqués tels que des dispositifs de contrôle et des plaques de verre. Cette coopération commerciale s'inscrit dans un cadre de confiance mutuelle, que l'ambassadeur Brahem qualifie de relations fondées sur la fraternité et une profonde affinité. Ces liens sont également soutenus par cinq accords clés, incluant la promotion des investissements, l'élimination de la double imposition, le dialogue politique et la coopération entre les chambres de commerce des deux pays. L'Algérie, grâce à ses ressources naturelles considérables, se distingue sur la scène mondiale. Elle occupe la 16e place mondiale pour ses réserves de pétrole et la 10e pour ses ressources en gaz naturel. Le pays s'impose également comme un acteur majeur dans le secteur des énergies renouvelables et des nouvelles technologies énergétiques. Son positionnement stratégique en Afrique du Nord est renforcé par des infrastructures mo-

dernes, notamment des ports, des aéroports et un réseau routier étendu, faisant de l'Algérie une plaque tournante du commerce régional. Par ailleurs, la main-d'œuvre qualifiée, avec environ 250 000 diplômés universitaires chaque année, soutient le dynamisme de secteurs variés tels que l'industrie agroalimentaire, la sidérurgie, les équipements industriels et les technologies de pointe. Le potentiel agricole de l'Algérie, avec ses millions d'hectares de terres arables et ses vastes réserves minérales, représente également un atout pour les investisseurs étrangers, y compris ceux de Bahreïn. Dr. Brahem a souligné les efforts du gouvernement algérien pour attirer davantage d'investissements étrangers, notamment avec la loi sur l'investissement adoptée en 2022. Celle-ci garantit l'égalité de traitement entre investisseurs nationaux et étrangers, la sécurité juridique des investissements, et propose des exonérations fiscales et douanières en fonction des secteurs et des régions. De plus, l'Algérie a mis en

place des infrastructures favorables aux investissements, comme des zones industrielles et des incitations pour les projets de grande envergure. Le futur Conseil d'affaires algéro-bahreïni, actuellement en cours de création, promet de renforcer davantage les relations commerciales et d'encourager les investissements bilatéraux. L'ambassadeur Brahem a exprimé sa confiance dans le potentiel de ce partenariat pour explorer de nouvelles opportunités économiques, tout en consolidant les liens existants. En somme, les relations économiques entre l'Algérie et Bahreïn se présentent comme un modèle de coopération réussie, fondé sur des bases solides et renforcé par les réformes économiques de l'Algérie qui visent à rendre son marché plus attractif pour les partenaires internationaux. Ces initiatives ouvrent la voie à un avenir prospère, avec des opportunités mutuelles pour une croissance partagée dans un contexte mondial en constante évolution.

ALERTE MÉTÉO

Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du pays

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chute de grêle, affecteront plusieurs wilayas du pays, à partir de dimanche, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance "Orange", ce BMS concernera les wilayas de Tindouf, Beni Abbes, Béchar, Naama, El Bayadh, Sud de Sidi Bel Abbès, Saïda, Tiaret, Djelfa et Laghouat, avec des quantités de pluies estimées entre 20 et 40 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, précise la même source. Ces averses affecteront, également, les wilayas de Tissemsilt, Ain Defla, Médéa, Bouïra, M'sila, Blida, Tipaza, Alger, Boumerdes, Tizi Ouzou et Bejaïa, de 13h00 à 20h00, avec des quantités estimées entre 20 et 30 mm, durant la validité de ce bulletin. Les pluies toucheront aussi les wilayas de Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Mila, Constantine, Guelma, Sétif, Bordj, Bou Arreridj, Biskra, Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela, Souk Ahras, Tébessa, El M'ghair, Ouled Djellal et Nord d'El Oued du dimanche à 15h00 au lundi à 01h00, avec des quantités estimées entre 20 et 40 mm, précise le même BMS.

Algérie Ferries annonce de nouveaux changements dans sa programmation

En cette période de retour, Algérie Ferries a annoncé un changement dans la programmation de ses traversées. Dans un communiqué publié sur sa page officielle sur Facebook, ce dimanche, l'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs a décidé de changer la destination d'une de ses traversées. Ainsi, la traversée initialement prévue pour ce lundi 9 septembre à 15h entre Marseille et Skikda prendra la destination du port d'Annaba le même jour, indique Algérie Ferries dans son communiqué. Par conséquent, la traversée Skikda – Marseille prévu le mardi 10 septembre à 14h prendra le départ depuis le port de Annaba le même jour.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

SONELGAZ

Approvisionnement du réseau tunisien en 1.000 MW d'électricité suite à une panne

Le Groupe Sonelgaz a procédé à l'approvisionnement du réseau tunisien en 1.000 mégawatts d'électricité, suite à une panne survenue au niveau d'une centrale électrique relevant de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), permettant ainsi à la Tunisie d'assurer l'équilibre du système de transport d'énergie électrique, a indiqué un communiqué conjoint des deux sociétés. "En application des instructions des Hautes autorités du pays, concernant le

renforcement des liens de coopération avec la Tunisie, et dans le cadre de leur engagement à poursuivre l'approvisionnement de ce pays en énergie électrique, et suite à la panne ayant affecté, samedi 7 septembre 2024, une centrale électrique relevant de la STEG, d'une capacité de 400 Mégawatts, Sonelgaz a procédé à l'approvisionnement, en un temps record, le réseau tunisien, en 1.000 Mégawatts d'énergie électrique", précise le communiqué. Il s'agit, selon la même source, d'un

chiffre "record" par rapport aux exportations de la Sonelgaz vers la Tunisie, ce qui a permis de "maîtriser la situation, d'assurer la continuité de l'approvisionnement de la Tunisie en électricité, et de l'équilibre du système de transport". A cette occasion, la STEG a présenté, "ses remerciements à la société algérienne Sonelgaz, pour sa collaboration permanente, notamment en cette conjoncture exceptionnelle", conclut le communiqué conjoint.

RENTREE SCOLAIRE

La foire «Lemsid 2024» s'ouvre aujourd'hui au palais des expositions

La 3e édition de la Foire de la rentrée scolaire "Lemsid 2024" sera ouverte ce lundi, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec la participation de plus de 50 exposants, a indiqué dans un communiqué, la société organisatrice de l'événement. Algeria Exhibitions (filiale du Groupe Safex) a précisé que cet événement économique, sera organisé sous

le patronage du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, au pavillon central du Palais des expositions, et ce jusqu'au 21 septembre courant. L'organisation de cette manifestation coïncidera avec les préparatifs de la nouvelle année scolaire, avec l'objectif "d'assurer la disponibilité des articles scolaires et bureautiques à des prix compétitifs au profit du consommateur local", ajoute le communiqué. Aussi, la même source affirme qu'il est attendu "la participation de plus de cinquante (50) exposants acti-

vant dans le domaine des fournitures scolaires et des livres, des écoles de soutien et de langues, des entreprises de fournitures bureautiques, maisons d'édition du livre scolaire et d'autres fournitures et services qui seront proposés à des abordables". En marge de cette exposition, des activités sportives, intellectuelles et éducatives seront organisées au profit des enfants et des élèves (lecture, coloriage, atelier d'apprentissage de langues), et ce tout au long de la durée de cet événement économique et éducatif. "Lemsid 2024" ouvrira ses portes de 10h jusqu'à 19h, selon la même source.

ONU/CONSEIL

Débat public lundi sur les opérations de maintien de la paix des Nations-Unies

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra son débat public demain lundi sur le maintien de la paix de l'ONU conformément à la résolution 2378 du 20 septembre 2017. La résolution demande au Secrétaire général de fournir tous les 12 mois, un exposé complet sur la réforme du maintien de la paix. Cette année, la réunion annuelle qui axera sur le thème "Renforcer le maintien de la paix : Réflexions pour l'avenir", se déroulera sous la forme d'un débat ouvert afin de permettre à l'ensemble des membres des Nations unies d'exprimer leur point de vue. Le secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le président et directeur général de l'International Crisis Group (ICG), Comfort Ero, et le président et directeur général de l'International Peace Institute (IPI), Zeid Ra'ad Al Hussein, devraient intervenir lors de ce débat. Une note conceptuelle, préparée par la Slovaquie,

qui assume la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois de septembre, reconnaît les défis nouveaux et émergents auxquels sont confrontées les opérations de paix de

l'ONU et souligne la nécessité pour ces opérations de s'adapter à l'évolution de la dynamique de la sécurité afin de remplir efficacement leurs mandats.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	87	108	65	البطاطا
	Tomate	62	73	50	الطماطم
	Oignon sec	43	49	37	البصل الجاف
	Ail sec	377	443	312	الثوم الجاف
	Carotte	78	87	69	الجزر
	Navet	101	113	89	لفت
	Poivron	99	112	85	الفلفل الاخضر
	Piment	118	135	102	الفلفل الحار
	Courgette	110	122	97	الكوسة
	Haricot vert	186	207	165	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	122	136	108	الخس
	Pomme locale	393	505	281	التفاح المحلي
	Datte	567	688	447	التمر
	Melon	101	114	89	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	92	72	البطيخ الاحمر
	Poire	380	461	300	الإجاص
	Raisin	210	274	145	العنب
Produits d'origine animale	Banane	452	467	437	الموز
	Viande bovine locale	1794	1941	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	458	471	445	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

TENDANCES MONDIALES DES PRIX ALIMENTAIRES

Opportunités et défis pour l'Algérie

Le dernier rapport de la FAO sur les prix des produits alimentaires met en lumière plusieurs tendances importantes qui peuvent être interprétées dans le contexte économique de l'Algérie, un pays qui est à la fois producteur et importateur de plusieurs denrées essentielles, notamment les céréales, les huiles végétales, et le sucre.

Par Mourad A.

Tout d'abord, le léger recul de l'indice global des prix des produits alimentaires en août, avec une baisse des prix du sucre, de la viande et des céréales, est un signal encourageant pour un pays comme l'Algérie qui dépend en partie des importations de ces denrées pour répondre à ses besoins domestiques. En particulier, la baisse des prix mondiaux du blé, qui résulte d'une offre abondante de pays tels que l'Argentine et les États-Unis, ainsi que des exportations compétitives en provenance de la mer Noire, pourrait soulager l'Algérie, un des plus grands importateurs de blé au monde. Cela pourrait réduire la pression sur les finances publiques liées aux subventions alimentaires, qui sont un enjeu majeur en Algérie. Cependant, le rapport indique également que les prix du maïs se sont légèrement affermis en raison des vagues de chaleur qui ont affecté les rendements en Europe et en Amérique du Nord. Pour l'Algérie, qui importe également du maïs utilisé principalement dans l'alimentation animale, cette augmentation pourrait avoir des répercussions sur les coûts de production du secteur agricole, notamment pour

l'élevage. Le pays devra donc surveiller de près cette tendance pour éviter des hausses de prix sur les produits issus de l'élevage, notamment la viande et les produits laitiers. Le rapport souligne également une hausse de 0,8 % des prix des huiles végétales, avec l'huile de palme jouant un rôle clé dans cette augmentation. L'Algérie, qui est un grand consommateur d'huile végétale, notamment d'huile de palme, pourrait ressentir les effets de cette tendance à la hausse. Une augmentation prolongée des prix des huiles pourrait influencer l'inflation alimentaire intérieure, déjà un enjeu important pour le pouvoir d'achat des Algériens.

En ce qui concerne la production céréalière mondiale, les prévisions pour 2024 révèlent des perspectives contrastées.

Si la production mondiale de blé et de riz devrait augmenter, compensant la baisse des céréales secondaires comme le maïs, l'Algérie devra adapter ses stratégies d'importation en fonction de ces dynamiques. L'augmentation des prévisions pour le riz pourrait, par exemple, offrir de nouvelles opportunités d'achat à des prix compétitifs, tandis que la contraction des échanges internationaux de céréales secondaires

pourrait compliquer l'approvisionnement en maïs et autres céréales pour l'Algérie. L'accent mis sur l'impact des conditions climatiques sur les récoltes mondiales de céréales résonne également fortement avec les défis que l'Algérie doit relever sur le plan domestique. Comme de nombreux pays du pourtour méditerranéen, l'Algérie est exposée aux aléas climatiques qui affectent sa production agricole nationale, en particulier dans les régions vulnérables à la sécheresse. Cela pourrait accentuer la dépendance aux importations alimentaires, rendant encore plus cruciales les mesures visant à renforcer la sécurité alimentaire et la diversification des sources d'approvisionnement.

En conclusion, bien que les tendances globales des prix des denrées alimentaires puissent offrir quelques avantages temporaires à l'Algérie en termes de baisse des prix du blé et du sucre, le pays devra rester vigilant face à la volatilité des marchés mondiaux. Les augmentations des prix du maïs et des huiles végétales, ainsi que les incertitudes climatiques, soulignent l'importance d'une politique agricole nationale résiliente et proactive pour limiter les impacts sur l'économie et le pouvoir d'achat des Algériens.

RAPPORT

La Banque mondiale aborde le lien entre l'éducation et le changement climatique

La Banque mondiale (BM) a publié, dimanche, un rapport examinant les impacts néfastes du changement climatique sur l'environnement scolaire avec des stratégies visant à tirer parti de l'éducation pour conduire l'action climatique. Le document "Choisir notre avenir : enseigner pour l'action climatique" révèle que la fermeture temporaire des établissements d'enseignement s'est produite dans au moins 75 % des événements météorologiques extrêmes au cours des 20 dernières années.

Entre janvier 2022 et juin 2024, 81 pays ont décidé de suspendre leurs activités d'enseignement en raison de conditions météorologiques défavorables, entraînant des perturbations pour environ 404 millions d'élèves et la perte de 28 jours d'enseignement. Le rapport

souligne en outre que les plus touchés par le changement climatique sont les centres éducatifs des pays à revenu faible ou intermédiaire.

En moyenne, 18 jours d'école ont été manqués par an, ce qui dépasse la moyenne de 2,4 jours sans cours dans les pays développés. Outre les manifestations naturelles du changement climatique, le rapport indique que "les menaces qui pèsent sur l'éducation proviennent également d'un financement insuffisant pour l'éducation climatique".

Les auteurs ont constaté que l'éducation à l'action climatique reste "largement inexploitée". Selon certaines analyses citées, "seulement 1,5 % des fonds destinés à l'action climatique sont consacrés à l'agenda éducatif". Le rapport estime qu'un investissement de

18,51 dollars par enfant permettrait aux établissements d'enseignement de protéger les systèmes d'apprentissage et d'éducation des effets du changement climatique".

Les enquêtes incluses dans le rapport révèlent également un "déficit de connaissances et de compétences qui limite l'activité des jeunes des pays à revenu faible et intermédiaire en ce qui concerne les causes climatiques". Pour Mamta Murthi, vice-présidente de la Banque mondiale chargée des populations, les jeunes, directement touchés par le changement climatique, sont désireux d'agir. Cependant, dans de nombreux systèmes scolaires, "l'offre éducative ne fournit pas les informations et les opportunités qu'exige le monde touché par le climat".

R E.

MASCARA

Entrée en service du dédoublement de la conduite d'amenée principale d'eau potable

Le dédoublement de la conduite d'amenée principale d'eau potable a été mis en service dimanche dans la commune de Mohammadia (Mascara), a-t-on appris de la cellule de communication de la wilaya. Le projet, destiné à consolider l'approvisionnement en eau potable des citoyens de cette commune, dont l'entrée en exploitation a été supervisée par le wali de Mascara, Farid Mohammedi, a consisté en la réalisation d'une double conduite d'amenée du liquide précieux sur le territoire de cette collectivité locale, à partir du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) sur une longueur de 17 kilomètres, a indiqué la même source. Il a nécessité une enveloppe budgétaire de 700 millions de dinars, allouée au titre du programme d'urgence visant l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) de l'année en cours, a-t-on fait savoir. L'opération permet, en outre, d'assurer une dotation journalière en eau potable de la population de la commune de Mohammadia, a-t-on expliqué. Il convient de souligner que la commune de Mohammadia reçoit, quotidiennement, quelque 32.000 mètres cubes d'eau potable à partir du MAO.

FORMATION PROFESSIONNELLE

7 nouvelles spécialités proposées dans la wilaya de Mila

Sept nouvelles spécialités sont proposées par le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans la wilaya de Mila pour la session d'octobre 2024, a indiqué dimanche la directrice de wilaya du secteur, Samira Benelmadjet. Ces spécialités sont celles de techniciens supérieurs "des assurances", "la maintenance industrielle", "plomberie, chauffage et froid", de certificat d'aptitude professionnelle en "installation de toits en plaques d'aluminium", "préparation de chocolat", "pédicurie et manucurie" et "manipulation des machines d'impression Flexo", a précisé la même responsable. Ouvertes en réponse à la demande du marché de l'emploi, ces spécialités viennent s'ajouter aux 119 autres proposées par les établissements de formation professionnelle de la wilaya qui offrent pour la prochaine session d'octobre 7.216 postes pédagogiques dont 4.181 postes de formations diplômantes et 3.035 postes en formations qualifiantes, est-il précisé. Un programme d'action a été arrêté de concert avec la société civile pour attirer le plus grand nombre de jeunes inscrits en formation professionnelle pour la session d'octobre prochain, a-t-on ajouté.

TÉBESSA

Le chemin communal desservant la commune de Tlidjen rouvert à la circulation

Le chemin communal (CC) desservant la commune de Tlidjen (ouest de la wilaya de Tébessa) a été rouvert à la circulation après une opération d'entretien et de réhabilitation d'un segment de 10 km, a déclaré jeudi le directeur des Travaux publics, Lakhdar Sid. Le responsable a indiqué que le tronçon de 10 km, qui relie les chemins de wilaya (CW) n 1 et 5, a nécessité un investissement public de plus de 194 millions de dinars. M. Sid a également souligné que la mise en service de ce chemin communal permettra de faciliter la circulation et de désenclaver la zone de Rekiba, relevant de la commune de Tlidjen.

MILA/ZONE INDUSTRIELLE DE CHELGHOU LAÏD Remise de 10 arrêtés d'octroi de foncier industriel

Dix arrêtés d'octroi de foncier industriel au niveau de la zone industrielle Bougrana, dans la commune de Chelghoum Laïd (Mila), ont été remis aux porteurs de projets d'investissement en présence des autorités locales. Ces arrêtés accordent aux bénéficiaires "le droit de concession susceptible d'être converti en cession de bien immobilier relevant du domaine privé de l'Etat au niveau de la zone industrielle Bougrana qui s'étend sur 247 hectares", selon les explications données à l'occasion par la responsable locale de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Sihem Berboucha. Selon la responsable, les bénéficiaires de ces arrêtés ont présenté leurs demandes d'accès au foncier industriel pour concrétiser des projets dans divers domaines dont l'agroalimentaire, l'industrie chimique et les industries lourdes, sur une plateforme numérique sur laquelle 36 offres de terrains situés dans la zone industrielle de Bougrana ont été publiées. Lors de ses discussions avec les investisseurs bénéficiaires de ce foncier industriel, le wali de Mila, Mustapha Koreich s'est engagé à les accompagner et à lever les écueils susceptibles d'entraver la concrétisation de leurs projets estimant qu'ils doivent en retour faire preuve de sérieux et entamer la réalisation de leurs unités productives "dans les plus proches délais possibles".

ORAN

84 millions DA pour l'aménagement urbain de deux cités à Oued Tlelat

La commune de Oued Tlelat (Oran) a bénéficié, récemment, d'une enveloppe budgétaire estimée à 84 millions de dinars destinée à l'aménagement urbain de deux cités d'habitation, a-t-on appris, jeudi, du président de l'Assemblée populaire communale, Riadh Tebbbal.

Le P/APC a précisé que la commune a bénéficié d'une allocation budgétaire évaluée à 24 millions de dinars, au titre du programme communal de développement (PCD), pour la concrétisation d'une série d'opérations ciblant l'aménagement urbain de la cité "Aissat Idir", située à proximité du nouvel hôpital de la ville. Ces actions, lancées durant la mi-août dernier, portent sur la réhabilitation et l'aménagement des trottoirs, la rénovation du réseau d'éclairage public, ainsi que le bitumage des rues, a fait savoir la même source, ajoutant qu'elles seront achevées durant ce mois de septembre. Par ailleurs, les travaux devant cibler la cité des 200 logements socio-participatifs (LSP), située au niveau du chef-lieu de la

commune, seront lancés "prochainement", a indiqué M. Tebbbal, soulignant que l'enveloppe financière allouée à ces travaux, pilotés par la cellule technique de l'Agence de gestion foncière de la wilaya réalisatrice de cette cité, est évaluée à 60 millions de dinars. Les opérations qui y sont projetées devront porter également sur l'aménagement des trottoirs, la réhabilitation et le bitumage des rues, la rénovation du réseau d'éclairage public, ainsi que le ravalement des façades de la cité, a-t-on fait savoir de même source. Dans le cadre de la même opération, la cellule technique de l'Agence foncière sera chargée de la réhabilitation du jardin public de la commune, sachant que cet espace de détente relève de son patrimoine

foncier, a fait observer l'élu local. Il convient de signaler que les travaux de la seconde tranche du projet relatif à l'approvisionnement des anciens quartiers de ce chef-lieu de commune et de daïra en eau potable issue de la station de dessalement d'eau de mer, viennent d'être entamés pour une enveloppe budgétaire de 33 millions de dinars, mobilisée au titre du programme communal de développement de l'année 2024. Ce nouvel apport permettra d'assurer une dotation journalière conséquente d'eau potable au profit de pas moins de 10.000 habitants de ces quartiers, dont l'AEP était assurée précédemment à partir des eaux puisées des puits profonds dont le niveau a sensiblement baissé, ces dernières années, a expliqué M. Tebbbal.

BÉCHAR

Des pluies torrentielles ont provoqué quelques inondations

Les pluies torrentielles qui continuent à s'abattre sur la région de Béchar depuis samedi après midi, ont provoqué quelques inondations à travers cette wilaya du Sud-ouest du pays, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Dans les communes de Béchar, Taghit, Abadla, Lahmar et Kenadza, les unités d'intervention et de secours de la Protection civile (PC), aidés par les éléments de la Sûreté

de wilaya, de la Gendarmerie nationale et des citoyens sont intervenues à de nombreux endroits et sites touchés par les intempéries et les inondations, selon la direction locale de la PC. Le trafic routier dans plusieurs tronçons de routes nationales (RN), notamment la RN-6 reliant le Sud-ouest au Nord-ouest et la RN-110 entre Béchar et Taghit, a été impacté, à cause des crues d'oueds, indiquent les services de la wi-

laya. Les chutes de pluies ont été estimées, dimanche, à plus de 60 millimètres à travers la région, d'où les multiples interventions des unités de la Protection civile pour l'évacuation des eaux à l'aide de motopompes, selon la direction locale de la PC. Une famille, un père et ses trois filles, touchée par les inondations, a été prise en charge à l'hôpital "Mère et Enfant" Mohamed Boudiaf et à l'hôpital public Tourabi Boud-

jemaa. Ils ont reçu la visite, dimanche matin, des autorités locales, pour s'enquérir de leur état de santé, après leur sauvetage et évacuation par les éléments de la PC. "On n'a pas vu de telles pluies s'abattre sur la région depuis octobre 2008", ont déclaré plusieurs citoyens de Béchar, estimant que "ces pluies sont aussi bénéfiques pour la région, confrontée à une sévère sécheresse depuis plusieurs années".

TLEMCCEN

Raccordement de 770 exploitations agricoles au réseau d'électricité

Pas moins de 770 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité, de mars 2022 au mois d'août dernier, dans la wilaya de Tlemccen, a-t-on appris, jeudi, de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya. La même source a précisé que les

770 entités agricoles, réparties à travers les 19 daïras de la wilaya, ont été raccordées à cette source d'énergie, depuis mars 2022 jusqu'au mois d'août dernier, indiquant que l'opération se poursuit encore pour cibler d'autres exploitations. L'opération a donné lieu à la réali-

sation d'un réseau s'étendant sur 568 kilomètres de câbles électriques de moyenne et basse tensions (MT-BT) et 456 transformateurs d'électricité, a fait savoir la même source, ajoutant que les travaux, menés en coordination avec la Direction des services agricoles (DSA), se poursuivent de manière

progressive. La Société de distribution de l'électricité et du gaz a, d'autre part, rappelé les effets positifs devant être induits à la faveur de l'accès des agriculteurs à cette source d'énergie, notamment celles pouvant leur permettre l'extension de leurs superficies agricoles irriguées.

CONSTANTINE

Raccordement de 5 zones d'ombre au réseau électrique à travers plusieurs communes

Cinq (5) zones d'ombre ont été récemment raccordées au réseau électrique à travers plusieurs communes de Constantine, a indiqué, mardi, le responsable de la communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, Karim Boudoula.

L'opération, fruit d'un investissement public de 223 millions de dinars, a porté sur le raccordement de 282 foyers situés dans des zones d'ombre relevant des communes de Zighoud-Youcef, de Mes-saoud-Boudjeriou et de Beni Hmidène, a précisé le même responsable. Selon M. Boudoula, ce raccordement au

réseau électrique a permis d'améliorer notablement le cadre de vie des populations concernées et de soutenir les activités commerciales dans les 5 zones d'ombre, en l'occurrence Sidi-Lakhdar, Kasr Ennaâdja, Benfatma Oussedah, El Houilma et Messaoud -Boudjeriou. Pas moins de 70 autres foyers seront éga-

lement raccordés au réseau électrique "dans les prochains jours" dans la zone d'ombre "Mihoubi", dans la commune de Zighoud-Youcef, qui sera la dernière à bénéficier de l'électrification dans le cadre du programme de développement des zones d'ombre, a indiqué la même source.

VOITURES ÉLECTRIQUES

La leçon de politique industrielle de la Chine à l'Occident

Dépassant Tesla, le géant chinois BYD est devenu fin 2023 le plus gros producteur de voitures électriques au monde. Des années durant, il a prospéré sur un modèle néo-fordiste d'intégration verticale, lui assurant un contrôle sur l'ensemble de la chaîne de production – profitant de la dynamique de délocalisation et de sous-traitance qui prévalait en Occident. Les subventions étatiques de l'État chinois ont fait le reste et BYD pose désormais un sérieux défi aux Occidentaux, dans un contexte de transition énergétique où la voiture électrique est amenée à jouer un rôle croissant. Un enjeu que les États européens feraient bien de prendre à bras-le-corps, plutôt que d'accroître leurs dépenses militaires et d'attiser la psychose d'un nouveau conflit mondial.

1^e partie

Par Paolo Gerbaudo

A la fin des années 1970, les voitures japonaises de marques encore méconnues telles que Toyota, Mazda, Datsun et Honda submergeaient les marchés occidentaux. La haute qualité des produits, les performances en matière de consommation d'essence et les prix raisonnables ont – dans le contexte du contrecoup des chocs pétroliers – rendu ces marques extrêmement populaires. Les parts de marché des fabricants nationaux ont alors diminué, tandis qu'entrepreneurs et syndicats s'insurgeaient face à cette concurrence considérée comme déloyale.

Face au « choc japonais », les pays occidentaux répliquèrent par des mesures protectionnistes. Pour limiter l'impact concurrentiel sur leur industrie automobile, les États-Unis et le Royaume-Uni ont négocié avec le Japon des quotas volontaires à l'importation, tandis que les pays européens adoptaient des mesures du même ordre. Mais ce n'était qu'un premier pas vers une transformation en profondeur de l'industrie occidentale.

Dans une tentative désespérée pour regagner leur compétitivité internationale perdue et pour apaiser les revendications grandissantes de leurs travailleurs, des entreprises du secteur automobile commencèrent à imiter leurs rivaux japonais dans le monde entier. La « méthode Toyota », exposée par l'ingénieur industriel en chef de l'entreprise, Taiichi Ohno, devint l'implacable mantra de tout manager industriel digne de ce nom – alors même que les business schools d'Amérique du Nord commençaient à enseigner les méthodes Kaizen et Kanban de la production dite « à flux tendu ».

Cette évolution culturelle, parfois décrite comme un processus plus large de « japonisation », a servi de catalyseur à l'adoption de ce que les sociologues ont fini par appeler les « stratégies de management post-fordistes ». Centrées sur la flexibilité et la réduction des coûts, ces stratégies rejettent les modèles de production à intégration verticale sur lesquels se reposaient les leaders américains et européens du secteur automobile dans les années 1950.

Près de cinquante ans après ce « choc japonais », l'industrie automobile contemporaine est à présent confrontée à un bouleversement bien plus systématique, que nous pourrions appeler le « choc du véhicule électrique chinois ».

Jusqu'à encore récemment, l'industrie automobile chinoise, considérée comme une pâle copie des modèles occidentaux et japonais, attirait peu l'attention.

Pourtant, elle a fini par atteindre une qualité remarquable dans le secteur stratégique des véhicules électriques, tout en proposant des prix compétitifs. En 2023, les 3 millions de véhicules à nouvelle énergie (catégorie réunissant véhicules électriques à batterie et véhicules hybrides, ndlr) du géant chinois BYD ont permis à ce dernier de coiffer Tesla au poteau sur le nombre de voitures électriques vendues. Et cette même année, les exportations chinoises de véhicules à nouvelle énergie ont augmenté de 64 %. Grâce à de bonnes ventes de véhicules à moteurs à combustion interne et à la hausse de la demande russe induite par les sanctions occidentales, la Chine a déjà dépassé le Japon en tant que plus gros exportateur d'automobiles du monde.

Les stratégies adoptées par les gouvernements occidentaux face à ce nouveau défi concurrentiel, dans un secteur depuis longtemps considéré comme un baromètre des prouesses économiques, sont une question centrale pour le XXI^e siècle. Aux États-Unis comme dans l'Union européenne, la percée des véhicules électriques chinois a suscité des accusations de pratiques déloyales. Annonçant en septembre dernier une enquête sur les liens entre aide étatique et succès chinois dans ce secteur, Ursula Von der Leyen a affirmé que celle-ci résultait d'une « manipulation de marché ». Dans le même ordre d'idées, Joe Biden s'est engagé à empêcher les véhicules électriques chinois d'« inonder [le] marché [américain] », tandis que Donald Trump a décrit l'impact des voitures électriques chinoises comme un « bain de sang » économique.

Derrière ces remarques incendiaires se trouve une transformation industrielle non moins significative que celle impulsée par les fabricants japonais d'autrefois. La percée de l'industrie des véhicules électriques chinois a non seulement été permise par de généreuses subventions gouvernementales, mais aussi par de profonds changements de stratégie et d'organisation – en particulier par la résurgence notable de l'intégration verticale, que ce soit au niveau de chaque entreprise ou de l'État.

BYD constitue une manifestation emblématique de cette évolution. L'entreprise a en effet cherché à contrôler tous les aspects de la chaîne de valeur, depuis la technologie des batteries – son cœur de métier originel – jusqu'aux puces électroniques, en passant par les mines de lithium et les rouliers (navires transportant des voitures, ndlr). Enfin, l'en-

treprise bénéficie d'un coût de la main-d'œuvre significativement plus faible en Chine qu'au Japon, en Allemagne ou aux États-Unis.

Cette approche néo-fordiste a permis à BYD de tirer les coûts vers le bas, tout en coordonnant et en accélérant l'innovation pour plusieurs composants essentiels. De plus, cette approche a permis à l'entreprise d'atténuer les incertitudes opérationnelles et de remédier aux pénuries de différents facteurs et services entrants, comme celle des puces électroniques qui se prolonge depuis 2020.

En parallèle, le gouvernement chinois favorisait l'intégration verticale au niveau national. L'objectif fixé par le plan « Made in China 2025 » – dont l'ambition est de renforcer la suprématie technologique chinoise – est que 80 % de la chaîne de valeur des véhicules électriques soit effectivement située au sein du pays. Bien que le modèle soit susceptible de changer en fonction de l'évolution des relations au sein de l'entreprise, ce tournant vers une « réintégration » et un « re-intériorisation » est lourd d'enseignements pour l'avenir de la politique industrielle.

La révolution du véhicule électrique

Selon la célèbre formule du théoricien du management américain Peter Drucker, l'industrie automobile est « l'industrie des industries ». Pendant plus d'un siècle, la fabrication de voitures s'est érigée en baromètre du développement industriel, mesuré à l'aune de la complexité des facteurs entrants, des industries complémentaires nécessaires et des exigences élevées en termes de capital et de connaissances.

La production automobile est non seulement dépendante des secteurs de l'extraction, des produits chimiques, de l'acier et de l'électronique, mais aussi d'une armée de techniciens et d'ouvriers, de machines et d'usines. C'est une industrie qui est confrontée à une barrière économique démesurée et implique des risques entrepreneuriaux majeurs. Tout ceci explique pourquoi relativement peu de pays peuvent prétendre rejoindre le club fermé des fabricants automobiles. Ces obstacles sont encore plus importants lorsqu'il est question de véhicules électriques.

Les véhicules électriques, de même que d'autres technologies « vertes », ne sont pas entièrement nouveaux. Au tournant du vingtième siècle, certaines des premières automobiles étaient propulsées par de rudimentaires batteries plomb-acide ; un tiers des voitures qui circulaient à New York en 1900 étaient électriques. Mais les véhicules à essence ont

pris le pas grâce à une meilleure autonomie et à une vitesse plus importante – sans compter son coût de fonctionnement moindre, permis par un pétrole abondant et bon marché. Ces dernières années, cette suprématie du moteur thermique a été sérieusement remise en question.

Outre des performances plus sportives (à l'encontre de la perception du grand public), les véhicules électriques ont des coûts de fonctionnement plus faibles, coûtent moins cher en maintenance et en réparation, sont plus commodes à utiliser et font moins de bruit. Les économies réalisées sur ses coûts de fonctionnement sont éloquentes : les coûts de recharge des véhicules électriques devraient « diminuer les coûts énergétiques d'un véhicule de 50 à 80 % à l'horizon 2030 par rapport à un véhicule à essence comparable ». Bien sûr, en parallèle du déploiement technologique et infrastructurel, des désavantages majeurs perdurent : un coût initial d'achat important, une autonomie moindre, un temps de recharge long et, dans de nombreux pays, des bornes de recharge en nombre limité.

Les batteries électriques constituent – pour reprendre un terme qu'affectionnent les économistes de l'innovation – une « technologie habilitante » des véhicules électriques, mais elles constituent aussi leur goulet d'étranglement potentiel. La batterie lithium-ion, inventée en 1991, a pu se prévaloir de sa taille plus réduite et de sa puissance supérieure pour prendre la place de sa prédécesseuse au plomb-cadmium, permettant la naissance de produits jusqu'alors impensables : smartphones, tablettes, aspirateurs, voire des véhicules dits de « micro-mobilité » tels que des vélos et scooters électriques. Le recours à la batterie lithium-ion pour alimenter les véhicules électriques a eu des conséquences proprement révolutionnaires. Depuis son invention, sa densité énergétique a été multipliée par trois, tandis que le coût par kilowatt-heure baissait de plus de 90 %.

La même technologie qui, dans les années 1990, faisait fonctionner les téléphones Nokia et Motorola sert à présent à propulser des voitures, et même des bus. Sans compter que les améliorations permises par la variante lithium-fer-phosphate – sur lesquelles le chinois BYD a une grande avance technologique –, ainsi que le passage d'un électrolyte liquide à un électrolyte solide pour les batteries lithium-ion, pourraient encore améliorer les capacités des batteries.

(A suivre)

ARABIE SAOUDITE

Ryadh accueille les
Olympiades
internationales d'IA

L'édition mondiale de l'Olympiade internationale de l'IA a débuté dimanche à Riyad, avec la participation attendue d'équipes de 25 pays.

L'événement, qui se déroulera jusqu'à jeudi, est organisé par L'Autorité saoudienne des données et de l'intelligence artificielle (SDAIA) avec l'UNESCO, l'Observatoire mondial de l'éthique et de la gouvernance de l'IA et le Centre international de recherche sur l'intelligence artificielle, en Slovaquie.

La SDAIA espère que l'olympiade servira de plateforme pour les compétitions d'IA et qu'elle permettra de cultiver les talents tout en favorisant le développement des compétences, a rapporté l'Agence de presse saoudienne.

L'événement constituera un forum pour les scientifiques et les passionnés du monde entier, qui pourront s'affronter, mais aussi échanger des idées, renforcer leurs capacités et explorer les dernières avancées dans ce domaine, a ajouté l'Agence de presse saoudienne.

La SDAIA s'est préparée à l'événement au cours des cinq dernières semaines en organisant une série de conférences virtuelles sur l'IA destinées à qualifier les équipes internationales pour la compétition et à permettre aux étudiants de différents pays d'élargir leurs connaissances dans ce secteur. Les conférences ont porté sur des sujets tels que l'impact social de l'IA et le travail avec les données.

FERMETURE DE RAS JEDIR (TUNISIE)

Quels impacts sur l'économie tunisienne ?

La fermeture temporaire du poste frontalier de Ras Jedir, entre la Tunisie et la Libye, a révélé l'importance stratégique de cet axe commercial pour les deux pays.

De mars à juillet 2024, ce poste crucial a été fermé en raison de l'instabilité sécuritaire en Libye, engendrant des perturbations économiques et sociales significatives. Ce verrouillage a mis en lumière la dépendance profonde de l'économie tunisienne vis-à-vis de ce corridor vital et a exposé les fragilités des échanges commerciaux dans une région où la stabilité est essentielle.

Le poste de Ras Jedir, un des plus grands points de passage terrestre en Afrique, est un pilier du commerce entre la Tunisie et la Libye. Sa fermeture prolongée, due à l'instabilité en Libye, a eu des répercussions majeures sur les exportations tunisiennes, entraînant des pertes financières importantes et perturbant les chaînes d'approvisionnement. Cette situation a également exacerbé le commerce parallèle et a révélé les défis socio-économiques auxquels sont confrontées

les communautés du sud tunisien. Pour pallier ces impacts, un renforcement de la coopération transfrontalière et une amélioration des infrastructures sont désormais indispensables. Pour mettre en lumière l'importance stratégique de la fermeture du poste frontalier de Ras Jedir, l'Iace (Institut Arabe des Chefs d'Entreprises) a récemment publié une analyse approfondie. Cette note examine en détail les répercussions économiques de cette fermeture prolongée, mettant en évidence les perturbations significatives qu'elle a engendrées pour l'économie tunisienne.

Impact immédiat sur le commerce bilatéral

La fermeture prolongée du poste de Ras Jedir a eu des répercussions directes sur les exportations tunisiennes vers la Libye. Au cours des dernières années, les échanges commerciaux entre les

deux pays ont connu une dynamique positive, avec une augmentation notable des exportations tunisiennes vers la Libye. Entre 2017 et 2023, les exportations ont progressé de 55 %, passant de 1.195 millions de dinars à 2.650 millions de dinars. Ce volume d'exportations représente une part significative du commerce extérieur tunisien et souligne l'importance stratégique de ce poste pour l'économie tunisienne.

En 2022, les exportations tunisiennes via le poste de Ras Jedir étaient estimées à environ 479 millions de dinars. En 2023, ce chiffre a légèrement augmenté pour atteindre 480 millions de dinars, représentant environ 18 % du total des exportations tunisiennes. Les données fournies par le ministère du Commerce et du Développement des exportations révèlent l'importance cruciale de ce corridor commercial pour les échanges bilatéraux.

MAURITANIE

La région de Nouakchott finance 12 projets
dans le domaine climatique

Le Conseil régional de Nouakchott a organisé une cérémonie de distribution de subventions financières visant à réaliser 12 projets au profit des jeunes dans le domaine de l'action climatique dans les 3 wilayas de Nouakchott. Ce financement s'inscrit dans la mise en œuvre de la vision stratégique de la ré-

gion de Nouakchott qui vise la création d'opportunités d'emploi pour soutenir les jeunes talents qui se sont fait distinguer dans divers domaines en vue de leur insertion dans la vie active. Dans son intervention, la présidente du conseil régional de Nouakchott, Mme FatimetouMint Abdel Malek, a indiqué que la ré-

gion met en œuvre de nombreux programmes et activités pour répondre aux défis auxquels font face les jeunes conformément à la priorité que leur accorde le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Elle a précisé que la région a lancé des projets de formation

professionnelle dans des filières prometteuses, organisé des activités culturelles et sportives, soutenue des associations et des initiatives de jeunesse, en plus de l'attention accordée à la recherche scientifique et la création d'opportunités d'emplois directs et indirects.

ÉGYPTE

Le Caire face au déficit énergétique

Depuis plusieurs mois, l'Égypte est confrontée à une crise énergétique majeure liée à la baisse de la production de gaz. Celle-ci est en chute libre depuis que Zohr, le gisement qui assurait l'autosuffisance du pays en gaz, est sous-performant.

Selon des experts la crise énergétique marquée par la baisse de la production et la hausse de la demande d'électricité, exacerbe les défis économiques auxquels l'Égypte est confrontée depuis quelques mois.

« L'Égypte est confrontée à d'importants défis, aggravés par la hausse de la demande d'électri-

cité et la baisse de la production de gaz [...] les coupures d'électricité quotidiennes ont perturbé les entreprises », a déclaré MehrunEtebari, directeur Global LNG chez S&P Global. Le pays est confronté à une dette extérieure historique proche de 168 milliards de dollars avec une production de gaz domestique qui devrait continuer à décliner de 22,5 % d'ici 2028.

La fin de l'autosuffisance en gaz ?

Selon certaines sources proches de l'industrie pétrogazière de l'Égypte, le gouvernement égypt-

rien mise sur la contribution financière de ses partenaires du Golfe pour répondre à ses besoins énergétiques. Elles évoquent notamment l'Arabie saoudite alors que sans ces soutiens, le pays « ne pourra pas payer » ses importations de gaz pour le mois d'octobre. En juillet, plusieurs compagnies pétrochimiques se sont tournées vers le gaz de schiste américain pour continuer de fonctionner. Pour surmonter cette crise, l'Égypte devra augmenter sa production de gaz et c'est dans cette optique que le gouvernement a lancé 3 cycles d'appel d'offres couvrant un total de 48 blocs d'exploration.

QATAR

Les entreprises et les investisseurs finlandais invités
à investir dans le pays

Cheikh Mohammed bin Hamad bin Qassim Al Thani, ministre du Commerce et de l'Industrie, a invité les entreprises et les investisseurs finlandais à tirer parti du climat économique et d'investissement favorable offert par l'État du Qatar.

Il a ensuite détaillé les mesures incitatives et législatives qui ont été mises en œuvre dans le but d'encourager les investissements étrangers et le développement des exportations non pétrolières. L'invitation a été lancée lors de l'inauguration de la table ronde commerciale Qatar-Finlande, qui s'est tenue à Hel-

sinki en présence de M. Ville Tavio, ministre du Commerce extérieur et du Développement de la République de Finlande, en marge de la visite officielle de Son Altesse l'Émir Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani.

Son Excellence a ensuite précisé que la visite que Son Altesse effectuait en Finlande visait à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. En outre, il a souligné l'importance de la table ronde en tant que forum de discussion sur les questions d'intérêt commun et les perspectives dans les domaines de l'économie, du commerce et de l'investisse-

ment.

Il a observé que les liens entre les deux pays ont connu une transformation notable ces dernières années, exprimant son aspiration à apporter une contribution plus substantielle aux relations commerciales bilatérales, en particulier à la lumière des opportunités significatives disponibles dans des secteurs vitaux tels que l'énergie, les infrastructures, les projets d'énergie renouvelable, la transformation numérique, les services financiers et la logistique. La table ronde avait pour objectif d'élucider les avantages inhérents à l'environ-

nement commercial du Qatar et de la Finlande, tout en examinant les possibilités de renforcement de la coopération bilatérale dans une multitude de secteurs. En outre, une série de réunions bilatérales ont été organisées entre des représentants du secteur privé qatari et plusieurs entreprises manufacturières et exportatrices finlandaises.

Ces réunions avaient pour but d'explorer les possibilités de collaboration, d'échanger des expériences et d'établir de nouveaux partenariats d'investissement dans des secteurs d'intérêt mutuel.

FOCAC

4,3 milliards \$ d'investissements mobilisés lors du Forum Gabon-Chine

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État, le Général de Brigade Brice Clotaire OliguiNguema et la Délégation Gabonaise annoncent la mobilisation de plus de 4,3 milliards USD d'investissements en PPP et privés lors du Forum Gabon-Chine

Le Forum Gabon-Chine, placé sous le Haut patronage de Son Excellence, Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État, le Général de Brigade Brice Clotaire OliguiNguema, a été organisé le 3 septembre à Beijing, en marge du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) qui se déroule du 4 au 6 septembre 2024. Il a permis de mobiliser plus de 4,3 milliards USD d'investissements en PPP et privés au bénéfice du Gabon. Co-organisé par la Vice-Primature, Ministère de la Planification et de la Prospective, le Ministère des Affaires Étrangères, le Ministère de l'Économie et des Participations ainsi que l'Ambassade du Gabon auprès de la République Populaire de Chine et l'Agence Nationale de la Promotion des Investissements du Gabon (ANPI-Gabon), ce Forum a réuni des représentants politiques et plus de 1 000 entrepreneurs et chefs d'entreprises des deux pays. Dans le cadre de la 9ème édition du FOCAC, le point d'orgue de la participation gabonaise a été le Forum Gabon-Chine, qui s'est déroulé le 3 septembre 2024 sur le thème "Un nouveau partenariat écono-

mique". Cet événement a réuni des représentants des Gouvernements gabonais et chinois, de la municipalité de Pékin, d'entreprises, d'institutions financières et d'investisseurs des deux pays. À travers des tables rondes thématiques, le Forum a exploré divers secteurs d'investissement tels que les mines, les infrastructures, les hydrocarbures, l'énergie, les forêts, l'agriculture et le numérique. Le Forum Gabon-Chine a ainsi représenté une plateforme stratégique pour aborder les opportunités d'investissement au Gabon et les défis à surmonter afin d'amorcer la dynamique du nouveau partenariat dans les relations économiques séculaires entre le Gabon et la Chine. Alexandre Barro Chambrier, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective, a souligné que "Le Forum Gabon-Chine a permis de mobiliser plus de 4,3 milliards USD d'investissements privés principalement pour des projets d'envergure tels que la construction du barrage hydroélectrique de Booué (600 MW), ainsi que l'aménagement d'une ville moderne au Gabon et l'exploration du minerai de fer

des Monts Mbilan dans le WoleuNtem." Il a également noté qu'à l'occasion de l'audience accordée par son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État, le Général de Brigade Brice Clotaire OliguiNguema, plusieurs entreprises d'État chinoises ont exprimé des manifestations d'intérêt pour 12,35 milliards USD, sur des projets structurants que sont la construction du chemin de fer Belinga-Mayumba et du port de Mayumba et l'aménagement de 3 000 kilomètres de routes bitumées. MaysMouissi, Ministre de l'Économie et des Participations, a notamment rappelé l'importance du développement des PPP, la promotion des opportunités d'investissement par le biais de campagnes ciblées et de missions commerciales, ainsi que le renforcement des relations bilatérales pour faciliter les échanges économiques entre les deux Pays. Il a notamment souligné que "Ces initiatives permettront non seulement d'attirer des capitaux étrangers, mais aussi de créer un environnement propice à l'innovation et à la croissance durable au Gabon."

RDC

Prêt de 150 millions \$ obtenu par ERG pour financer une mine de cuivre

La RD Congo a terminé l'année 2023 au rang de 2e producteur mondial de cuivre. Pour maintenir ce statut en 2024, le pays espère compter sur toutes ses mines en production, y compris celles de la société ERG. EurasianResources Group (ERG), société détenue à 40% par l'Etat kazakh et active sur le cobalt et le cuivre en République démocratique du Congo, a signé avec Bank of China London Branch et Glencore In-

ternational un accord de financement pré-export de 150 millions USD. Selon les informations disponibles, les fonds seront principalement utilisés sur son projet congolais de retraitement de résidus de cuivre et de cobalt Metalkol. Cet accord signé avec comme garantie un contrat d'approvisionnement en cathodes de cuivre provenant de Metalkol, intervient quelques mois après l'annonce par ERG d'un autre contrat pour fournir au groupe

canadien ElectraBatteryMaterials 3000 tonnes d'hydroxyde de cobalt par an dès 2026. Si ses détails n'ont pas encore été énoncés, cela montre néanmoins l'importance de l'opération ainsi que l'importance stratégique de la RDC pour la société. Il faut noter qu'EurasianResources Group, qui possède dans le pays d'Afrique centrale plusieurs mines de cuivre et cobalt, fait face à un certain nombre de problèmes depuis

quelques mois. 9 de ses sous-traitants ont en effet été suspendus en début d'année pour non-respect des règles en matière de contenu local, alors que son opération Boss Mining a également fait l'objet d'une suspension en juin 2023 pour pollution environnementale. La compagnie publique Gécamines a par ailleurs déclaré en février dernier avoir « fait une offre pour acheter certains actifs d'ERG ».

CAMEROUN

L'État et la BAD vont former une vague de 275 jeunes à l'élevage

Plusieurs gouvernements africains ont compris l'importance d'impulser et de soutenir l'auto-entrepreneuriat chez les jeunes pour endiguer le chômage encore élevé. Essentiels pour les économies, les métiers de l'agro-alimentaires présentent à cet effet un intérêt tout particulier. Le ministère camerounais de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales a lancé il y a quelques jours un appel à candidatures pour 275 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur à former en pisciculture et en élevage. Ce recru-

tement initié dans le cadre du Projet de développement des chaînes de valeur (PDCVEP) vise à « accompagner les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, les sans-emploi, les jeunes professionnels diplômés et les jeunes porteurs de startups âgés de moins de trois ans dans la consolidation de leurs jeunes entreprises ». Les apprenants seront ainsi formés par groupes de 25 en pisciculture, production bovine et métiers connexes, dans des centres sous tutelle du MINEPIA. Il est question de dynamiser et moderni-

ser les entreprises innovantes dans les chaînes de valeur concernées, et de développer la culture d'entreprise des jeunes dans ces domaines. Investir au Cameroun rappelle que le PDCVEP est un programme à 75 milliards FCFA copiloté par la Banque africaine de développement et l'État camerounais. Il vise à contribuer de manière inclusive à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté dans sa zone d'intervention.

EN AOÛT, +15% EN GLISSEMENT ANNUEL

Le Cameroun a exporté 16 105 tonnes de bananes

La banane fait partie des principaux pourvoyeurs de recettes d'exportation au Cameroun, avec pour principal marché l'Europe. Selon le cabinet BKP EconomicAdvisors, le Royaume-Uni capte 13% des exportations du pays, soit pour environ 6,53 milliards FCFA. Le Cameroun a exporté 16 105 tonnes de bananes en août 2024, soit 2103 tonnes de plus en glissement annuel (+15%). Excepté l'agro-industriel public CameroonDevelopment Corporation (CDC), les producteurs ont tous vu leurs exportations augmenter, révèle Investir au Cameroun après analyse des données de l'Association bananière. Cette unité agro-industrielle exploitant aussi le palmier à huile et le caoutchouc dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral, n'a exporté que 2268 tonnes de bananes le mois concerné, soit -19% rapporté aux 2795 tonnes d'août 2023. Le marché local de la banane a encore été principalement animé par la société des Plantations du haut Penja (PHP). Cette première filiale du groupe agro-industriel français Compagnie fruitière de Marseille a vu ses exportations progresser de 14,3% entre août 2023 et août 2024. En effet, au cours de ce mois en 2024, les exportations de ce producteur ont culminé à 11 424 tonnes, contre 9996 tonnes un an plus tôt, révélant une augmentation de 1428 tonnes en valeur absolue. Avec ce volume des exportations de la PHP, le Français Compagnie fruitière de Marseille conforte son leadership sur le marché camerounais de la banane, grâce également aux performances de la Compagnie des bananes de Mondon (CDBM), sa 2e filiale dans le pays. Selon l'Assobacam, ce producteur a effectué des exportations de 1102 tonnes en août 2024, en hausse de 490% par rapport aux 187 tonnes exportées en août 2023. La CDBM réalise ainsi son 2e plus gros volume (après les 1208 tonnes d'avril 2024) depuis le lancement de ses activités au Cameroun en juin 2023. Cette performance n'a cependant pas permis à ce producteur de reprendre la place de N°3 du marché local chipée à Boh Plantations dès avril 2024, mais perdue en juillet 2024. Au demeurant, l'on peut observer en compilant les données de l'ASSOBACAM qu'avec 12 526 tonnes de bananes exportées par ses 2 filiales, la Compagnie fruitière de Marseille a contrôlé près de 78% du marché de la banane au Cameroun.

EURAZEO

Que sont les décotes des holdings en bourse et pourquoi ont-elles grimpé ces dernières années?

Les "holdings" sont des sociétés investissant dans diverses activités et sociétés. A fin 2023 en Europe, leurs décotes boursières par rapport à une mesure comptable de leurs valeurs restaient bien plus élevées qu'avant la crise sanitaire, selon une récente étude de Finexsi.

C'est un terme qui revient souvent en Bourse, la "décote de holding". Pour le comprendre, rappelons qu'une holding est une société d'investissement qui possède des participations dans des activités diverses. Or les marchés ont tendance à préférer les "pure-players", les sociétés spécialisées dans une activité, que ces sociétés plus diversifiées. C'est pourquoi ces sociétés pâtissent systématiquement d'une "décote", c'est-à-dire que leur valorisation en Bourse est nettement inférieure à la somme de leurs différentes participations et activités sur un plan comptable. Fin 2023, Vivendi a lancé un projet qui consiste à se séparer en quatre sociétés cotées différentes. Le but affiché par l'entreprise de médias, communication et de jeux vidéo était justement de réduire sa "décote de conglomerat". Barclays avait alors estimé que cette décote s'élevait à environ 45% en octobre de 2023. Le cas de Vivendi est certes un peu particulier car la société possède des activités relativement voisines, avec la télévision, la communication, l'édition ou encore les jeux vidéo. Une société d'investissement possède généralement des participations dans un nombre plus élevés et variés de secteurs. Dans une récente étude, le cabinet Finexsi est revenu sur ces décotes de holding. Il a notamment rappelé les différentes raisons qui peuvent la justifier. L'absence de synergies entre les activités en est une, de même que les frais de fonctionnement, la faible liquidité des participations (notamment dans les groupes non cotés) ou encore les "frottements fiscaux" liés à l'imposition des plus-values en cas de cession d'actifs. Autre cause citée par Finexsi: "l'impossibilité pour l'investisseur de procéder à des arbitrages au sein des actifs détenus par la holding". Plus généralement la perception du marché peut amener ces décotes à se creuser ou à se réduire.

Une décote encore élevée

Finexsi a ainsi étudié l'évolution de cette décote entre fin 2018 et fin 2023, utilisant pour cela la différence entre la valeur en Bourse de la société et son actif net réévalué (ANR). Cet ANR constitue, pour simplifier, une mesure plus comptable de la valeur des fonds propres de la société. L'ANR est déterminé en calculant à part la valeur de chaque

actif et passif de la société puis en faisant la somme (l'endettement étant soustrait à l'actif brut pour donner l'actif net). Différentes méthodes peuvent être utilisées pour évaluer les valeurs des participations, telles que l'approche par les multiples observés sur des sociétés cotées comparables ou par les flux de trésorerie actualisés (nous avons consacré un article sur ces méthodes). Finexsi a retenu un échantillon de 16 sociétés holdings européennes cotées en Bourse, parmi lesquelles les sociétés d'investissements françaises Wendel et Eurazo ainsi que Peugeot Invest, véhicule d'investissement de la famille Peugeot (avec des participations dans Stellantis, Forvia mais aussi Spie). Ou encore Exor, la société d'investissement de la famille Agnelli, qui possède des parts dans Stellantis, Ferrari, mais aussi la Juventus de Turin, Philips ou Christian Louboutin. Le cabinet a comparé la différence entre le cours de Bourse de chacune de ces sociétés (Finexsi prend la moyenne des cinq cours de clôture suivant la publication) et leur ANR par action publié à une fin de trimestre (donc à fin mars, fin juin, fin septembre, et fin décembre). Ce qui a permis de définir une décote d'ANR moyenne et donc de holding en pourcentage pour l'échantillon à chaque période. Plusieurs phases se dégagent, comme l'illustre le graphique ci-dessus. De décembre 2018 à septembre 2019, cette décote reste mesurée (autour de 20%). Puis la décote bondit d'une traite entre septembre 2019 et décembre 2019, en raison de la crise sanitaire. Explication: les ANR à fin décembre 2019 sont publiés par les différentes sociétés holdings en mars voire avril 2020. Or à cette période les actions ont dégringolé en raison de la pandémie et des restrictions sanitaires tandis que l'ANR par action, arrêté à fin décembre, est relativement stable. D'où la décote qui explose. De décembre 2019 à septembre 2021, la décote se résorbe passant de 36% à 18%. "Les cours de bourse progressent de manière continue et plus rapide que les ANR sur cette période, soutenus par les politiques budgétaires et monétaires accommodantes des gouvernements et de la Banque centrale européenne en réponse aux conséquences de la crise sanitaire", explique Finexsi. S'ensuit un nouveau creusement de cette décote entre septembre 2021 et septembre 2022, avec un nouveau pic à 36%. "Cette évolution est à mettre en regard de la baisse

des cours de Bourse dans un contexte d'inflation, de tensions géopolitiques et de remontée des taux d'intérêts", indique Finexsi. La décote s'est ensuite stabilisée autour d'un chiffre au-dessus de 30%, les ANR et les cours de Bourse évoluant plus ou moins de manière synchrone. A fin décembre toutefois, la décote moyenne des sociétés holdings européennes est toutefois supérieure à sa moyenne sur cinq ans, (34% à fin décembre contre une moyenne de 26% sur cinq ans). Des moyens pour réduire la décote Si Finexsi a arrêté les comptes à la fin décembre 2023, il n'est pas certain que ces décotes se soient résorbées depuis. Lors des résultats du premier semestre, Wendel indiquait que son ANR par action s'inscrivait à 171,3 euros tandis qu'Eurazeo estimait que la valeur nette de son portefeuille se chiffrait à 106,9 euros. Par rapport à leurs cours de Bourse respectifs au moment de la publi-

cation, cela traduisait des décotes de respectivement 48% et 32%. A voir si les sociétés parviendront à combler la décote de holdings. Lorsque celle-ci est trop prononcée, les entreprises peuvent procéder à des rachats d'actions - dans la limite autorisée par leur conseil d'administration - pour la réduire. Les cessions peuvent constituer un autre levier, car, en général, les sociétés d'investissement cèdent leurs participations avec une prime significative (par exemple 40%) par rapport à la valorisation retenue dans l'ANR. Ce qui cristallise de la valeur et aide à réduire la dépréciation boursière. La banque Degroof Petercam jugeait en tout cas pour Eurazeo, fin juillet, que la décote d'ANR de la société d'investissement devrait se réduire à partir du moment où les "réalisations" (les cessions) s'accéléraient et qu'Eurazeo parviendra ainsi à prouver au marché que son ANR est un ANR "réalisable".

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Septembre 2024
Valeur : 09 Septembre 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.6226	132.6376
1	EUR	EURO		146.6806	146.7370
1	GBP	POUND STERLING		174.3658	174.4543
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3299	92.3467
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6782	18.6811
1	CHF	SWISS FRANC		156.6162	156.6524
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1445	98.1628
1	DKK	DANISH KRONE		19.7109	19.7146
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8905	12.8942
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4777	12.4813
1	AED	UAE DIRHAM		36.1064	36.1145
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3293	35.3352
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.2587	434.4500
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2105	43.6448
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5816	13.5831
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.0935	27.2323
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3399	3.3503
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3045	178.3045

APRÈS UN ÉTÉ TUMULTUEUX

Que peut-on attendre de la bourse de Tokyo?

La place japonaise a souffert fin juillet et surtout début août du débouclage du carry trade et des variations du yen, même si elle a ensuite refait une grande partie de ses pertes. Pour Bank of America, les actions japonaises vont mettre du temps avant de retrouver leurs records. Mais l'horizon de moyen terme semble prometteur. Dire que les Bourses japonaises ont été secouées cet été relève de la litote ou de l'euphémisme. La Bourse de Tokyo a fait la une des médias les plus grand public, lorsque le Nikkei 225, l'indice de référence, a chuté de 12,4% sur une séance le 5 août, un plongeon historique, avant de reprendre 10% le lendemain. Rappelons qu'avant cet épisode tu-

multueux, les Bourses japonaises affichaient des performances vertigineuses, que ce soit sur l'ensemble 2024 ou même sur plusieurs années, au point de surperformer le marché américain dans sa globalité. Les actions japonaises ont bénéficié de plusieurs éléments favorables, notamment le retour de l'inflation dans un pays qui a longtemps lutté pour dynamiser ses prix et éviter la déflation. En outre, les autorités boursières japonaises ont édicté des directives, n'hésitant pas à avoir recours au "name and shame", pour inciter les sociétés cotées à améliorer leur gouvernance et leur performance en matière de retour sur le capital. Pour donner un exemple concret, le Tokyo Stock Exchange a

demandé aux sociétés qui s'échangent en Bourse à un niveau inférieur à leur valeur comptable (un ratio price-to-book inférieur à 1) de livrer un plan pour redresser la barre.

Le "carry trade" en question

Mais un autre facteur de performance indéniable pour les actions japonaises reste la chute du yen. Comme l'a rappelé dans BFM Bourse la semaine dernière Cyrille Collet, de CPR AM, le dollar est passé de 110 yens à 160 yens entre 2020 et 2024. Ce qui s'est traduit par "une révision à la hausse des prévisions des entreprises japonaises car on est sur une économie très exportatrice, très industrielle", a-t-il expli-

qué. Ce qui a conduit les sociétés nippones à afficher une croissance de leurs bénéfices largement supérieure à celle des groupes américains ou des pays émergents asiatiques. C'est là qu'intervient le mécanisme de marché à l'origine de la volatilité aberrante qu'a connue la Bourse de Tokyo cet été: le "carry trade" ou stratégie de portage. Ce mécanisme de marché consiste à emprunter des fonds dans un pays où les taux d'intérêts sont bas pour les placer dans un pays où ils sont plus élevés, et jouer ainsi sur les différences de rémunérations des fonds. Pendant longtemps, les investisseurs ont joué le "carry trade" en empruntant des yens, le Japon étant

l'un des rares pays à avoir maintenu des taux très bas en 2022 et 2023, pour placer leurs fonds en dollars ou dans des pays émergents. Voilà pourquoi le yen avait tant chuté. Mais le relèvement des taux de la Banque du Japon, fin juillet, couplé aux anticipations de baisses de taux de la Fed à la suite de mauvaises statistiques états-uniennes, notamment le rapport sur l'emploi de juillet, ont amené les investisseurs à déboucler subitement leurs positions. Et ainsi à vendre du dollar (ou les devises des pays émergents) pour acheter du yen. C'est ce qui a (en grande partie) expliqué la flambée du yen fin juillet - début août et, par répercussion, la chute des marchés actions japonais.

VENEZUELA

Le candidat de l’opposition aura l’asile politique de l’Espagne

Edmundo Gonzalez Urrutia, visé depuis le 3 septembre par un mandat d'arrêt, vivait depuis un mois dans la clandestinité. Dimanche matin, il volait vers l'Espagne à bord d'un avion de l'armée de l'air espagnole.

Le candidat de l'opposition à la présidentielle au Venezuela, Edmundo Gonzalez Urrutia, poursuivi après avoir contesté la réélection du chef de l'Etat Nicolas Maduro le 28 juillet, a pris l'avion vers l'Espagne, où il bénéficiera de l'asile politique. L'opposant, qui vivait depuis plus d'un mois dans la clandestinité, était visé depuis le 3 septembre par un mandat d'arrêt pour ne pas s'être présenté à trois convocations du parquet pour « désobéissance aux lois », « conspiration », « usurpation de fonctions » et « sabotage ». Dimanche matin, pendant qu'il volait vers l'Espagne à bord d'un avion de l'armée de l'air espagnole, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a déclaré que Madrid lui accordera « naturellement » l'asile politique. « La position du gouvernement espagnol n'a absolument pas changé par rapport à ce qu'elle était avant le départ d'Edmundo González » du Venezuela, a-t-il assuré, démentant ainsi qu'il y ait pu y avoir le moindre accord entre Madrid et le régime du président Nicolas Maduro. L'Espagne, a-t-il dit, réitère « l'exigence que soient présentés les procès-verbaux » des bureaux de vote lors des élections présidentielles du 28 juillet et « qu'ils puissent être vérifiés », a poursuivi le chef de la diplomatie espagnole. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Espagne « ne va reconnaître aucune prétendue victoire » de Nicolas Maduro.

Une élection largement contestée

Le Venezuela est plongé dans une crise politique depuis le scrutin présidentiel du 28 juillet, qui a vu officiellement Nicolas Maduro reconduit pour un troisième mandat de six ans. Nicolas Maduro, dont la victoire a été validée par la Cour suprême le 22 août, a été proclamé vainqueur avec 52% des voix par le Conseil national électoral (CNE), qui n'a toutefois pas rendu publics les procès-verbaux des bureaux de vote, se disant victime d'un piratage informatique. Selon l'opposition, qui a publié les procès-verbaux fournis par ses scrutateurs, Edmundo Gonzalez Urrutia a obtenu plus de 60% des voix. Après l'annonce de sa réélection le 28 juillet dernier, des manifestations spontanées ont éclaté. Elles ont fait 27 morts et 192 blessés, tandis que quelque 2.400 personnes ont été arrêtées, de source officielle. Le Venezuela a en outre rompu le 29 juillet ses relations diplomatiques avec sept pays d'Amérique latine, dont l'Argentine, qui ne reconnaissent pas la réélection contestée de Nicolas Maduro. Les Etats-Unis, l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique latine ne reconnaissent pas non plus cette réélection. Une grande partie de la communauté internationale n'avait déjà pas reconnu sa réélec-

tion en 2018 à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition qui avait crié à la fraude.

Un sauf-conduit à l’opposant « dans l’intérêt de la paix »

Ancien ambassadeur, Edmundo Gonzalez Urrutia, 75 ans, avait accepté de remplacer au pied levé comme candidat la cheffe de l'opposition Maria Corina Machado, déclarée inéligible. Les autorités vénézuéliennes ont annoncé samedi avoir délivré un sauf-conduit à l'opposant « dans l'intérêt de la paix » dans le pays. Samedi, le Venezuela a toutefois aussi révoqué de « manière immédiate » l'autorisation donnée au Brésil de représenter l'Argentine dans le pays, et notamment de gérer la résidence de l'ambassade où six cadres de l'opposition vénézuélienne sont aussi réfugiés depuis mars. Les autorités vénézuéliennes assurent qu'elles disposent de « preuves » de « l'utilisation de la mission pour la planification d'actions terroristes » et de tentatives d'assassinat du président Maduro par les six opposants. Le ministère brésilien des Affaires étrangères a aussitôt rappelé à Caracas « l'inviolabilité des installations de la mission diplomatique argentine ». Mais depuis vendredi soir, elle est encerclée par des forces de sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

ESPAGNE

Nomination controversée d’un ministre à la tête de la Banque centrale

Outre-Pyrénées, l'exécutif de gauche a choisi José Luis Escrivá, désormais ex-ministre de la Transition numérique et de la Fonction publique, pour diriger la Banque d'Espagne. En réaction, la presse s'inquiète pour l'indépendance de l'institution. José Luis Escrivá remplit, à première vue, "tous les critères d'éligibilité imposés par la loi" pour gouverner la Banque d'Espagne, à savoir "être Espagnol, majeur et avoir une compétence reconnue dans le domaine de l'économie", liste El País, quotidien socialiste madrilène. Escrivá est un "bon économiste avec une excellente trajectoire marquée, comme c'est le cas pour tout le monde, par ses succès et ses échecs", admet pour sa part le journal conservateur La Razón. Le natif d'Albacete (Castille-La Manche), aujourd'hui âgé de 63 ans, a justement commencé sa carrière au sein de la Banque centrale espagnole. Il a ensuite occupé plusieurs postes à responsabilité, à l'image de son passage à la tête de l'Airef, l'autorité indépendante de contrôle des comptes publics espagnols, entre 2014 et 2020. Le gouvernement du Premier ministre socialiste, Pedro Sánchez, s'est donc tout naturellement tourné vers lui pour diriger la Banque d'Espagne. Une "décision controversée", commente pourtant El País.

DÉFICIT

La France a demandé un délai supplémentaire pour l’envoi de son plan à Bruxelles

Bruno le Maire avait annoncé 25 milliards d'euros d'économies dès cette année, mais seuls 10 milliards ont été concrétisés avant les élections législatives anticipées. Le gouvernement français a demandé à la Commission européenne une prolongation du délai pour l'envoi de son plan de réduction du déficit public, qui devait initialement être transmis d'ici au 20 septembre, a indiqué samedi le ministère des Finances, confirmant une information de la Tribune dimanche. «La France a demandé une telle prolongation» pour «assurer une cohérence entre le plan

et le projet de loi de finances 2025», a déclaré le ministère de l'Économie à l'hebdomadaire, sans préciser la durée du délai. Sollicité par l'AFP, Bercy a confirmé l'information. Visée depuis la fin juillet par une procédure européenne pour déficit excessif, comme six autres États membres de l'UE, la France doit envoyer d'ici au 20 septembre à Bruxelles son plan de réduction du déficit public jusqu'à 2027, date à laquelle elle doit normalement être revenue sous les 3% autorisés. Selon les textes européens, la date limite vaut «sauf si l'État membre et la Commission conviennent de prolon-

ger ce délai pour une période raisonnable». Les pays sont tenus de prendre des mesures correctrices pour respecter à l'avenir les règles budgétaires européennes, sous peine de sanctions financières. Or en France l'envolée inattendue des dépenses des collectivités, couplée à des recettes fiscales décevantes, pourrait pousser le déficit public à 5,6% du PIB cette année, voire 6,2% en 2025, contre 5,5% en 2023, selon des documents budgétaires transmis cette semaine par Bercy à des parlementaires. Le gouvernement démissionnaire a préparé pour son successeur

un budget 2025 «réversible» qui prévoit pour l'État des dépenses strictement équivalentes à celles de 2024 (492 milliards d'euros), mais réparties différemment entre ministères. Le ministre des Finances Bruno le Maire avait annoncé 25 milliards d'euros d'économies dès cette année, mais seuls 10 milliards ont été concrétisés avant les élections législatives anticipées. «Un retour dès 2027 du déficit sous les 3%», comme prévu dans la trajectoire pluriannuelle des finances publiques transmise par la France à Bruxelles au printemps, «supposerait de réaliser environ 110 milliards

d'économies d'ici à 2027», a prévenu la Direction générale du Trésor dans une note datée de juillet consultée par l'AFP. Le président de la Cour des comptes Pierre Moscovici a également estimé cette trajectoire «caduque», «devenue peu vraisemblable et pas forcément souhaitable». «Pour y parvenir il faudrait faire une centaine de milliards d'euros d'économie en trois ans», a-t-il déclaré dans une interview au Parisien publiée samedi. «C'est brutal, c'est difficilement faisable politiquement, peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent», a-t-il estimé.

ÉTATS-UNIS

Le chômage en légère baisse, les créations d’emplois moins nombreuses que prévu

La baisse, créations d'emplois en moindre hausse qu'attendu... le marché du travail aux Etats-Unis poursuit sa lente érosion, à deux mois de l'élection présidentielle et alors que la Fed s'appête à abaisser les taux pour éviter une flambée du chômage. Le taux de chômage a légèrement reculé en août aux États-Unis, à 4,2% contre 4,3%, selon les chiffres publiés ce vendredi par le département du Travail. Les créations d'emplois sont en hausse par rapport à juillet, mais moins nombreuses que prévu. Le mois dernier, 142.000 emplois ont été créés, secteurs privé et pu-

blaient sur 161.000, selon le consensus de Market Watch. Les créations d'emplois des deux mois précédents ont été révisés à la baisse : à 118.000 contre 179.000 initialement annoncés pour juin, et 89.000 contre 114.000 pour juillet. Pour rappel, les créations d'emplois de 2023 et début 2024, déjà, ont récemment été révisées en forte baisse. Les Bourses mondiales retenaient leur souffle ce vendredi avant la publication de ces chiffres et ont été plutôt déçues de ces annonces. Ainsi le Cac40 parisien perdait 0,68% à 7.381 points à 17h, quand le Dax allemand lâchait 1,38%, et l'Euro Stoxx 50

Dow Jones et le S&P 500 perdait respectivement 0,61% et 1,10% toujours à 17h heure de Paris quand le Nasdaq technologique dévissait de 1,89%.

99.000 emplois privés créés en août

Le sujet de l'emploi pèsera dans le choix des électeurs, appelés à choisir, le 5 novembre, entre la vice-présidente démocrate Kamala Harris et l'ex-président républicain Donald Trump. Ce dernier a promis jeudi une « renaissance économique » du pays, face au « désastre économique », selon lui, de l'administration

Les inquiétudes grandissent quant à la situation de l'emploi pour les mois à venir. Les chiffres de l'emploi privé, qui avaient été publiés jeudi, avaient d'ailleurs fait état de 99.000 emplois seulement créés en août, selon l'enquête mensuelle ADP/Stanford Lab, contre 111.000 en juillet, et alors que 140.000 étaient attendus. « L'évolution à la baisse du marché du travail a mené à des embauches plus lentes que la normale après deux années de croissance démesurée », avait souligné Nela Richardson, cheffe économiste d'ADP.

HONDA CIVIC, TOYOTA PRIUS

Oubliez vos SUV, voilà deux super petites familiales

Elles sont loin des meilleures ventes dans l'Hexagone, mais l'une comme l'autre sont pourtant pétries de qualités. Nous avons repris le volant de la Honda Civic et de la Toyota Prius, deux propositions qui nous rappellent que « voiture du quotidien » ne rime pas forcément avec « ennui ».

Dans un monde où le SUV est roi, difficile de se faire une place au soleil quand on n'est pas une citadine. Il n'y a d'ailleurs qu'à voir le classement des ventes de voitures neuves en France sur les 7 premiers mois de l'année : en excluant les citadines et SUV de toute taille, il faut aller chercher la 13^{ème} place pour voir pointer la Renault Mégane (16 674 unités écoulées), voire la 23^{ème} place pour la suivante, sa concurrente chez Citroën, la C4. Et encore, avec leur look un peu surélevé, certains pourront argumenter que ces dernières sont un peu à cheval entre compacte et crossover. La sempiternelle Golf, elle, est 26^{ème}. La messe est dite, d'autant que l'on parle ici de constructeurs français, très en vogue chez nous, ou bien d'un modèle, dans le cas de la VW, qui a su s'imposer au point que le quidam sait immédiatement en identifier une. Mais pour les constructeurs étrangers, ce n'est pas toujours aussi simple. La Honda Civic n'est par exemple qu'en 150^{ème} position (855 exemplaires vendus entre janvier et juillet inclus), tandis que la Toyota Prius est 195^{ème}, avec seulement 424 voitures vendues.

Sérieuses aptitudes routières

Mais parce que le marché automobile est pluriel, nous avons décidé de reprendre le volant de ces deux ovnis, plusieurs mois (voire années !) après leur sortie respective. Une vraie bouffée d'air frais, qui permet de se rappeler qu'une voiture du quotidien n'est pas forcément sans saveur. Nos deux japonaises ne misent pas sur la même technologie, car la Civic est une hybride non rechargeable quand la Prius n'est vendue chez nous qu'en hybride rechargeable. Il n'empêche, l'une comme l'autre sont d'une sobriété exemplaire : nous avons mesuré 5,7 l/100 km en moyenne pour la Honda et seulement 5,2 l/100 km pour la Toyota ! Mais plus que leur côté économe, c'est surtout pour leurs prestations routières qu'elles laissent un souvenir positif. Basses, pas trop lourdes, correctement motorisées avec 184 ch cumulés dans la Civic et 223 ch cumulés dans la Prius, elles rassurent avec un allant agréable au quotidien qui ne pénalise pas leurs consommations. Côté châssis, la Civic se montre un peu plus rigoureuse et confortable, mais la Prius est déjà mieux suspendue que beaucoup de SUV bien plus populaires. Bien sûr, le tableau n'est pas parfait et nos deux samourais du jour souffrent notamment d'une ergonomie discutable. Couper les aides à la conduite qu'on ne veut pas imposer de nombreuses ma-



nipulations, soit en passant par les menus peu clairs des ordinateurs de bord commandés depuis les touches du volant, soit par de nombreux sous-menus depuis l'écran tactile. C'est devant ce fouillis numérique que la solution My Safety Switch proposée par Renault et Dacia, qui se matérialise par un bouton à presser deux fois pour activer directement un mode personnalisé des aides à la conduite, apparaît comme un graal que l'on aimerait voir se généraliser dans les habitacles. Ce défaut d'expérience utilisateur mis à part, les nippones sont agréables en toute circonstance, pour peu que l'on se fasse à la transmission à effet CVT de la Prius, qui peut faire monter le volume sonore dans l'habitacle lors des grosses accélérations.

Mais pourquoi ne se vendent-elles pas ?

Malgré un tableau globalement très positif, les ventes restent anecdotiques chez nous. Pour quelles raisons ? Probablement un cumul de plusieurs points. Côté Honda, il a fallu composer avec d'énormes retards de production, la voiture n'étant disponible qu'épisodiquement au cours des derniers mois écoulés. Chez Toyota, on peut sérieusement se demander quelle mouche a piqué le constructeur pour refuser d'importer en France la version hybride non rechargeable (elle existe ailleurs dans le monde) et contraindre les clients à une chère PHEV ou rien. Autre grief, la Prius qui était si pratique et appréciée des taxis pour son grand coffre doit maintenant composer avec une soute trop petite. Et il faut bien reconnaître que les deux



asiatiques ne sont pas bon marché : 37 720 € pour la Civic et 43 900 € pour la Prius hybride rechargeable (le prix moyen d'une voiture neuve en France est d'un peu plus de 35 000 €), avant éventuelles remises. A l'écriture de cet article, Toyota propose par exemple jusqu'à 5 000 € de prime sur la Prius, avant négociations. Et, détail important par les temps qui courent, aucune des

deux n'est soumise au malus. Conjoncture, style de carrosserie qui n'attire plus malgré des avantages évidents en termes d'efficacité et de diffusion au compte-goutte font des Honda Civic et Toyota Prius de dernière génération des oiseaux rares. Mais si vous êtes sur le marché pour une auto du quotidien qui sort de l'ordinaire, elles pourraient bien vous surprendre positivement.

Amazon absorbe les forces vives de Covariant

Amazon recrute les fondateurs et 25% des talents de la startup Covariant pour donner un peu plus d'intelligence aux robots de ces entrepôts et centres de livraison. Une récupération de forces vives qui remet le principe controversé du « acquihiring » en lumière.

Le concept de « acquihiring » consiste à plus ou moins déguiser une acquisition en débauchant les forces vives d'une startup sans directement acquérir cette startup. Alors que les autorités anti-trust américaines et européennes surveillent de très très près toute acquisition sur le marché de l'IA, le principe du « acquihire » semble être la nouvelle pratique privilégiée par les grands de la Tech. Ainsi, en mars dernier, Microsoft débauchait, pour créer sa division Microsoft AI, Mustafa Suleyman, Karen Simonyan et plusieurs autres têtes pen-santes et co-fondateurs de la startup « Inflection », startup qui avait dans ses investisseurs la firme de Redmond. Peu de temps après, en juin, Amazon réalisait une opération très similaire, avec l'embauche de plusieurs talents de la startup Adept (dont David Luan, le CEO d'Adept) et l'acquisition de licences de ses technologies IA et de ses jeux de données.

Des manœuvres sous observation

Ces manœuvres peu orthodoxes ont pour le moins intrigué les autorités. La FTC continue d'enquêter sur Amazon. De son côté, la CMA britannique a mené une enquête de plusieurs mois sur l'opération entre Microsoft et Inflection. Elle vient cette semaine de rendre son avis en expliquant que – si il s'agissait bien là d'une forme d'acquisition déguisée – son impact sur le marché était trop minime pour changer la donne. « Avant la transaction, Inflection ne détenait qu'une très petite part des visites de



domaines britanniques pour les chatbots et les outils d'IA conversationnelle, et ... n'avait pas réussi à augmenter ou à maintenir de manière significative son nombre d'utilisateurs de chatbots, » a expliqué la CMA. « De plus, les concurrents ne considèrent pas les capacités d'Inflection ... comme une contrainte concurrentielle importante. »

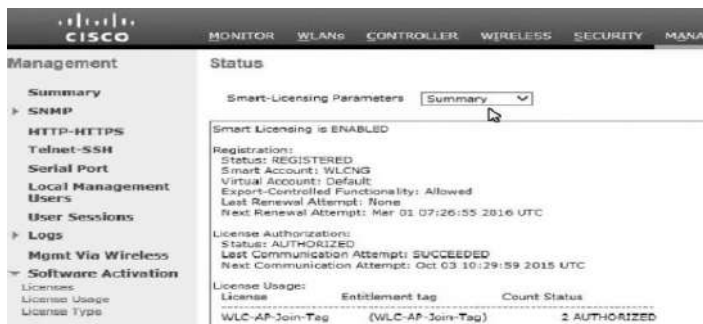
Amazon s'offre Covariant sans l'acquérir

Amazon n'aura cependant attendu ni l'avis de la CMA ni l'avis de la FTC pour une nouvelle fois pratiquer un « acquihiring » afin d'enrichir ses compétences IA et en robotique ! Amazon a en effet recruté les fondateurs et un quart des employés de Covariant, une startup

américaine spécialisée en IA pour robots. Le géant américain obtient parallèlement une licence pour utiliser les modèles fondation de robotique de la jeune pousse. Rappelons qu'Amazon dispose d'une flotte robotique dans plusieurs de ses entrepôts et semble donc en quête de plus d'intelligence pour ces derniers. Covariant, qui développe des modèles d'IA pour des tâches comme la préhension d'objets, poursuivra ses activités sous une nouvelle direction. Cette stratégie d'Amazon, similaire à son approche avec Adept en juin, lui permet d'acquérir des talents et des technologies sans procéder à une acquisition complète. Reste à voir désormais quelles seront les réactions des autorités de régulation après cette nouvelle acquisition déguisée.

Failles critiques dans Smart Licensing Utility de Cisco

Après une vulnérabilité critique en juillet dans Smart Software Manager On-Prem, un autre composant de Smart Licensing de Cisco, Utility, est affecté à son tour. Pour réussir, l'exploit nécessite toutefois que le logiciel soit en cours d'utilisation. Les utilisateurs de Smart Licensing, un produit de Cisco proposant aux entreprises de gérer les licences produits de l'équipementier, doivent encore redoubler d'efforts en matière de sécurité. Après avoir affrontés en juillet dernier une faille critique dans le système de changement de mot de passe de Smart Software Manager On-Prem, un de ses composants, c'est désormais autour d'Utility d'être concerné par un bug corrigé depuis. "Une vulnérabilité dans Cisco



Smart Licensing Utility (CSLU) pourrait permettre à un attaquant distant non authentifié de se connecter à un système affecté en se servant d'un identifiant administrateur statique", a prévenu Cisco. Cette CVE-2024-20439 (score CVSS 9.8) est due à un identifiant statique non documenté pour un compte administrateur. "Un attaquant pourrait exploiter cette vulnérabilité

en utilisant les informations d'identification statiques pour se connecter au système affecté", poursuit le fournisseur. Utility est une application basée sur Windows qui facilite l'administration des licences et des instances de produits associées depuis leurs sites.

Manager On-Prem et Satellite de Cisco épargnés

Le fournisseur a également publié une autre mise à jour relative à CSLU pour corriger une vulnérabilité critique de divulgation d'informations (CVE-2024-20440) que des acteurs non authentifiés peuvent également exploiter. Le but ? Accéder à des fichiers de logs contenant des données sensibles dont des API en envoyant des requêtes HTTP élaborées aux systèmes visés. Ces deux failles de sécurité n'affectent que les systèmes utilisant une version vulnérable de Smart Licensing Utility, quelle que soit leur configuration logicielle sachant que Manager On-Prem et Satellite ne sont pas concernés par ces trous de sécurité. En outre ces brèches ne sont exploitables que si Utility est en cours d'utilisation.

Qualcomm annonce deux nouveaux processeurs pour PC d'entrée de gamme

Qualcomm a officialisé hier deux nouvelles versions de son Snapdragon X Plus qui étend son portfolio vers le bas mais a également confirmé son intérêt pour les PC desktops.

Avec l'arrivée de NPU puissants dans les derniers Ryzen AI 300 d'AMD et les Intel Core Ultra 200V, Qualcomm n'a plus le monopole de l'étiquette « Copilot+ PC ». Pour imposer son Snapdragon X sur le marché et l'architecture ARM dans l'univers Windows, le fabricant de puces doit se montrer de nouveau plus agressif et étendre sa présence notamment vers le cœur du marché, celui des machines de 600 à 900 euros.

La rumeur courrait depuis quelques semaines mais Qualcomm avait bien une arme sous le manteau pour contrecarrer les plans de la concurrence. La marque vient d'annoncer deux nouveaux Snapdragon X Plus d'entrée de gammes dotés de 8 cœurs au lieu des 10 cœurs de ses Snapdragon X Plus actuels et des 12 cœurs de ses Snapdragon X Elite.

Pas une, mais 2 variantes du Snapdragon Plus

Ces nouveaux Snapdragon X Plus, dénommés X1P-46-100 et X1P-42-100, se démarquent par leur NPU de 45 TOPS identique à ceux des modèles supérieurs et un GPU significativement en retrait dédiant dès lors les machines qui en seront équipées à des tâches plus bureautiques que ludiques. Néanmoins, l'iGPU intégré supporte jusqu'à trois moniteurs externes.

Le X1P-46-100 dispose d'un boost sur un cœur pour les pics de calcul de 4 GHz et d'un GPU d'une puissance de 2,1 TFlops alors que le X1P-42-100 doit se contenter d'un boost single-core de 3,2 GHz et d'un GPU de 1,7 TFlops.

Les premiers benches tendent à dévoiler des performances globales très en retrait sur les Snapdragon X Plus 10 cœurs et sur les Snapdragon X Elite (12 cœurs). On peut dès lors se demander si ces processeurs seront assez puissants pour animer des machines bureautiques dont les prix semblent devoir plus approcher les 900 euros que les 600 euros à en juger par les premières offres annoncées par Lenovo (avec ses IdeaPad 5x et Slim 5x) et par Samsung (avec son Galaxy Book4 Edge). Le marché a besoin de PC à 600 euros ou moins qui fonctionnent bien sur la plupart des usages. Les processeurs ARM semblaient bien placés pour occuper ce créneau, mais les tarifs pratiqués par Qualcomm ne le permettent pas... Pas encore ? De quoi ouvrir des portes à des concurrents, néanmoins.

Reste que Qualcomm semble également préparer ses armes pour aller affronter Intel et AMD sur un autre terrain, celui des PC de bureaux. Pour la seconde fois de l'année, le fabricant s'est offert un petit teasing confirmant au travers d'un slide l'arrivée prochaine de processeurs Snapdragon X Elite pour animer des « PC Desktops haute performance ». On n'en sait pas plus, pour l'instant.

Mots fléchés

Filament blanc	↓	Rétribution journalistique (à la)	↓	Maison de maître paysanne	↓	Braille-ment	↓	Frère et époux d'Isis	↓	Faction	↓	Turc	↓
Soldats		Nul ne l'ignore		Bruit saccadé des premières voitures				Titre musulman				Auteur de rumeurs	
	→		↓		↓				↓	Affluent de la Garonne	→		↓
										Petits passereaux	↓		
Compartiments dans un théâtre	→					Reprodui-sant	→						
Formule de salutation						Défunte							
	→				Incomplè-tement chargé pour un navire		↓	Jadis la Perse	→			Petit baudet	
								Petit tour					
Flagorneur		Surface agricole	→	Avilir	↓						Américium	→	↓
			↓	Fixèrent							Petit nom de Trouvetou		
	→							Parapha	→				
								Elles ne font pas le printemps					
Affluent de la Garonne	→							Épouse de Zeus	↓	Lumière en tube	→		
Grande voie										Rouge anglais			
	→					Commune de la Thiérache	→						Belle plante
													↓
Nour-ri-sson		Sur le fronton de nos mairies	→		Créateur	→				Divaguent	Chef éthiopien	Cervidé	
					Érodé								
	→			Se jette dans l'océan Arctique	↓	Userez par frottement	→						
Secouée		Fleuve de Suède	→							Ronchonna	→		
		Habitantes d'un pays européen	↓							Il fut transformé en un amas d'étoiles			
	→					Prénom féminin	Tergal	→					
Pour relier	→			Dépôts de terre		Affluent du Rhône	→				Néon	→	
Geste de scout						Sucre simple					Mal d'oreille		
	↓												
	Jet	→						Prénom de Ventura	→			Nationa-lisé	
	Harassée	→						Poisson d'eau douce	→				Affichés
	Confirmation												
Urinés	→							Dedans	→		Fin de messe	→	
Inventée								Soutien			Un plan d'urgence		
	→												
					Affluent de la Sarthe	Champion	→			Retirât	→		
						Séraphin				Grand-père			
Emmaga-sinai	→												
Journal britannique								Avança l'argent	→				
	→			Nazi	Pluies soudaines	→					Pronom personnel	→	
					Titane						No Trump		
Ruine	→												
Vieux monsieur								Imagine	→				
	→												
							Phalanges	→					

Versement de plus de 408 millions DA au profit des auteurs, des ayants droit et des éditeurs de musique

L'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) a procédé au versement d'un montant total de plus de 408 millions de dinars algériens au profit de 3.680 auteurs, ayants droit et éditeurs de musique au titre de l'exercice 2023, indique un communiqué de cet établissement public chargé de la gestion des droits d'auteur. "L'opération de versement des redevances des droits d'auteur au titre de l'exercice 2023 qui a été finalisé, a inclus la distribution des droits relatifs au droit de reproduction des œuvres sur supports et leur exploitation publique à travers les médias audiovisuels (Radio et Télévision publique), pour un montant total s'élevant à 408.984.726 DA, dont ont bénéficié 3.680 auteurs, ayants droit et éditeurs de musique", selon le communiqué.



REFUS DE FAIRE LA LUMIÈRE SUR LES DISPARUS SAHRAOUI
L'ASVDH dénonce le deux poids, deux mesures de l'occupant marocain

L'Association sahraouie des victimes des violations graves des droits humains commises par le Maroc (ASVDH) a dénoncé le deux poids, deux mesures de l'occupant marocain qui refuse de faire la lumière sur le sort des disparus sahraouis, alors qu'il a autorisé les analyses ADN sur les restes des victimes de la tristement célèbre prison de la mort "Tazmamart". Dans un communiqué publié samedi, l'Association a indiqué que l'occupant marocain a autorisé les analyses ADN sur les restes des victimes de la prison secrète "Tazmamart" pour découvrir leur identité après des décennies de secret entourant cette prison et d'autres horribles cachettes secrètes marocaines, témoignant de "la réalité du régime marocain et de la gravité des violations flagrantes des droits de l'homme commises à la fois contre les Marocains et les Sahraouis". L'ASVDH a condamné, à ce titre, "le deux poids, deux mesures pratiqué par l'occupant marocain à chaque fois qu'il s'agit de traiter les cas des victimes sahraouies". Cette association s'est insurgée contre "la politique d'obscurcissement et de dissimulation de la vérité, qui prive les familles des martyrs et des disparus sahraouis de la vérité sur le sort de leurs proches" et contre "les pressions exercées sur ces familles par tous les moyens pour qu'elles abandonnent leurs revendications et leurs droits". L'Association a appelé, dans ce contexte, à lever le voile sur le sort des Sahraouis enlevés et victimes des cachettes secrètes marocaines, exigeant la restitution des restes de ces personnes à leurs familles, et la réalisation de tests ADN pour révéler leur identité. Exigeant des poursuites judiciaires contre les auteurs des crimes d'enlèvement et de disparition forcée, ainsi que la fin de la politique d'impunité, l'ASVDH a plaidé également pour la prise en charge des victimes et la régularisation de la situation des survivants des prisons secrètes marocaines conformément aux normes internationales. Elle a souligné, en outre, la nécessité d'accorder une indemnisation à ces personnes, ainsi qu'à leurs familles, appelant à mettre fin aux graves violations des droits de l'homme continuellement commises par l'occupant marocain.

PRÉSIDENTIELLE
Les PV électoraux transférés à la Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle a commencé ce dimanche à recevoir les procès-verbaux des commissions électorales des wilayas. Elle recevra également les procès-verbaux de centralisation de la commission électorale des résidents à l'étranger, et ce, conformément à l'article 272 du code électoral. Selon M. Ahmed Ibrahim Boukhari directeur général au sein de la Cour constitutionnelle, 16 PV de centralisation de la commission électorale ont été réceptionnés au niveau de la Cour constitutionnelle.

AVEC UN TAUX DE 94,65% DE VOIX OBTENUES

Abdelmadjid Tebboune réélu

Par Zahir R

Le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune a remporté l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre avec un large score, en obtenant 94,65% des voix exprimées au nombre de 5 630 196. C'est ce que le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a annoncé hier après-midi lors d'une conférence de presse consacrée pour l'annonce des résultats préliminaires de cette élection présidentielle anticipée. Dans le détail, Tebboune a obtenu 5 323 253 voix sur un total de votant de 5 630 196 de voix exprimées, suivi par le candidat du parti du MSP, Abdelaali Hassani Cherif, avec 178 797 voix exprimée, soit un taux de 3,17 %. Quand au candidat du FFS, le jeune Youcef Aaouchiche, il est arrivé en troisième position avec 122 146 voix exprimées, soit un taux de 2,16%. En effet, cette élection présidentielle, dont le taux de participation était de 48,03% à la fermeture des bureaux de vote à 20 h, s'est déroulée dans de bons conditions et dans une transparence absolue, a souligne Charfi lors de cette conférence de presse, en indiquant que l'Autorité a mis les moyens matériels et humains pour la réussite de ce scrutin qui s'est tenu, note-t-il, dans un «contexte mondial instable et difficile». Le président de l'ANIE a indiqué qu'avec cette large participation à ce scrutin, est considéré comme un signe que le peuple algérien a atteint un degré



de maturité, en notant également que la campagne électorale s'est déroulée dans un cadre serein et dans un respect total entre les trois candidats. En somme, les Algériens ont choisi la continuité en renouvelant la confiance au Président Tebboune qui s'est engagé à poursuivre les efforts pour la construction d'un pays fort et solide dans divers domaines. Dans une déclaration lors du scrutin, le président Tebboune a indiqué : «J'espère que le vainqueur de ce scrutin poursuivra le parcours décisif pour l'Etat algérien et pour le peuple algérien, afin d'atteindre le point de non-retour dans le développement économique et la construction d'une véritable démocratie, une démocratie des droits du citoyen et non une démocratie de slogans». Le monde «constate que le citoyen algérien acquiert jour après jour de

nouveaux droits», a-t-il soutenu, soulignant que des efforts continus sont déployés pour répondre à ses attentes et prendre en charge ses préoccupations. Durant sa campagne électorale, le Président Tebboune s'est engagé à la promotion davantage de l'investissement, la diversification de l'économie nationale et la création de 450 000 postes emplois. Dans le domaine économique, il s'est également engagé à l'augmentation du PIB à 400 milliards de dollars dès 2027 et de hisser l'Algérie au rang des pays émergents. Le développement local aura également un intérêt particulier dans le programme de Tebboune pour ce second mandat. Des projets structurants seront réalisés à travers le pays permettant le désenclavement des régions et la création de milliers d'emploi.

PROJET BALADNA

Rencontre entre Cherfa et un représentant de la société qatarie en prévision de la réception des équipements

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, et le conseiller du Conseil d'administration de la société qatarie Baladna, Ali Al-Ali, ont eu, dimanche, une rencontre consacrée aux préparatifs en pré-

vision de la réception des équipements du projet algéro-qatari de production de lait en poudre. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la préparation du calendrier pour la réception des équipements et du matériel du projet in-

tégré de production de lait en poudre, fruit d'un partenariat entre la société qatarie Baladna et le Fonds national d'investissement (FNI), a précisé un communiqué du ministère. Les travaux de réalisation de la première phase de ce

mégaprojet, d'une valeur de plus de 3,5 milliards USD et s'étendant sur une superficie de 117.000 hectares, ont été lancés, mardi dernier, dans la commune de Ti-mekten, dans la daïra d'Aoulef (wilaya d'Adrar).

COMMENTAIRE

Messieurs les Français, l'Algérie n'est pas votre protectorat

C'est devenu un rituel, voire une constante de la presse française, lorsqu'il s'agit de l'Algérie. Elle se transforme en chorale médiatique anti-algérienne avec des sopranos telle que la chaîne poubelle France 24, et c'est l'éternel problème du chameau qui ne voit pas ses deux bosses et ne voit que celle du dromadaire. Un seul mot d'ordre, noircir le tableau, en adoptant un ton alarmiste, empreint de contre-vérités. Cette chorale jette honteusement l'anathème sur toutes les transformations que connaît l'Algérie depuis l'élection du Président Tebboune à la magistrature suprême, au moment où la France vit une des pages les plus noires de l'histoire de la cinquième République. Messieurs de la chorale médiatique fran-

çaise anti-algérienne, l'Algérie est un grand pays de liberté, stable et prospère. Le pays est sur la voie de l'émergence, très loin de la colonie de misère dont vous avez été chassée. Pour preuve, les bons points délivrés par toutes les instances internationales, à l'instar de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Que cette chorale fasse l'effort de reconnaître que l'Algérie est beaucoup mieux lotie que la France. Oui, parlons-en ! L'Algérie des années 2020 est un pays doté d'institutions légitimes et stables au moment où la France est devenue un pays ingouvernable. L'Algérie est un pays qui n'a pas un centime de dette au même moment où la France, avec plus de 3000 milliards de dettes, figure dans le top 5 des

pays les plus endettés en Europe. Le monde entier parle de l'Algérie et de ses grandes avancées, dans tous les domaines, alors que la France est devenue la risée du monde. Cette chorale médiatique française qui a toujours fait preuve de cécité lorsque l'Algérie est citée en exemple partout, doit se rendre à l'évidence une bonne fois pour toute, qu'on ne domestique pas un grand pays comme l'Algérie et un peuple aussi héroïque et fier comme le peuple algérien. Un conseil à cette chorale, regardez plutôt du côté de vos protectorats, car l'Algérie n'en est pas un et elle ne le sera jamais, c'est le serment fait aux martyrs de la Guerre de libération nationale.

APS